

T2137-620-10,00 F

ISSN 0026-9433

DOSSIER ESPAGNE 36

le monde

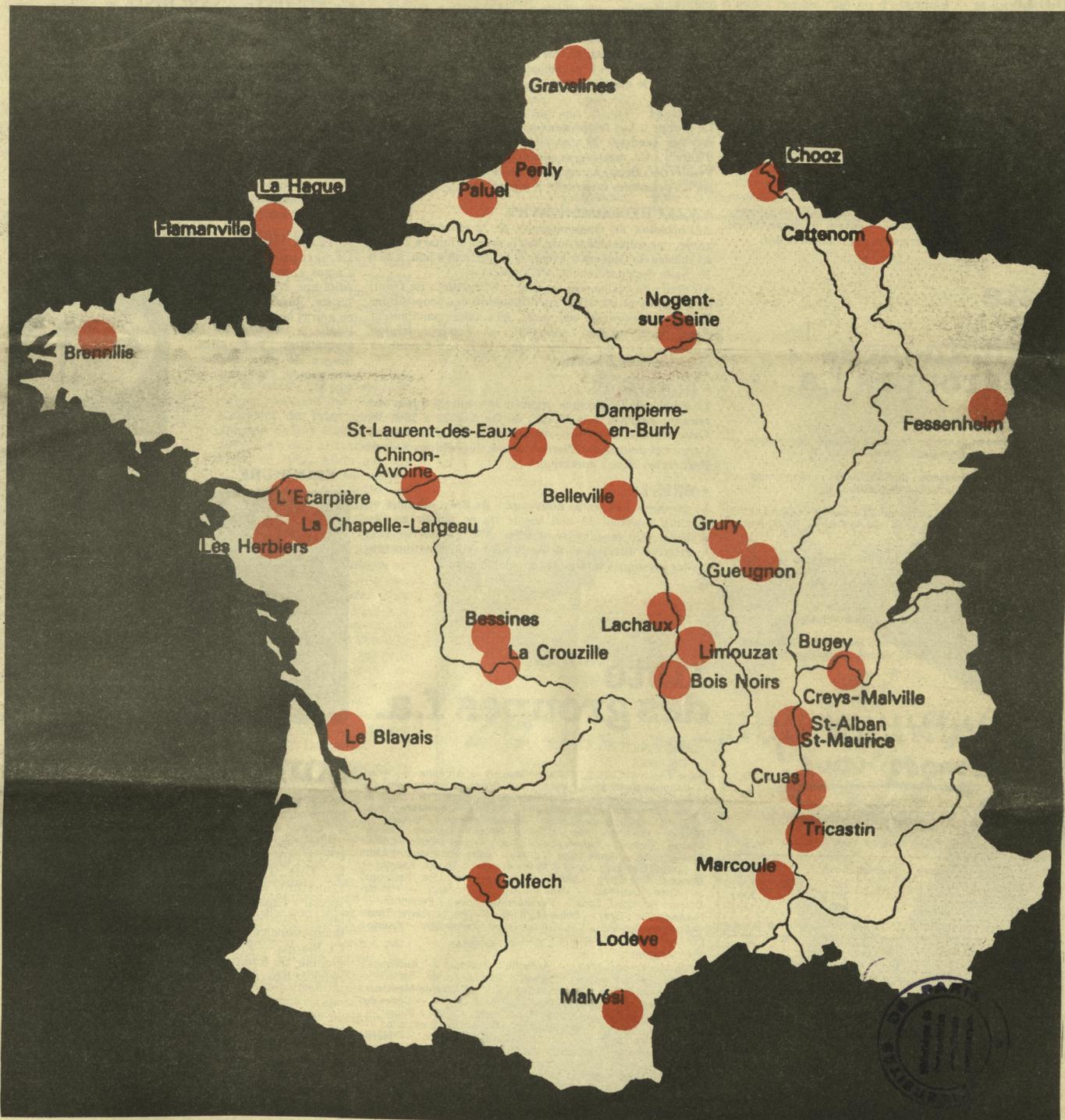
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 620 - JEUDI 22 MAI 1986 10,00 F

APRÈS TCHERNOBYL A QUI LE TOUR ?



F°P. 2520

communiqués débats

• **ANGERS**
Le groupe d'Angers a un nouveau local public. On le trouve désormais à la Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A.), qui regroupe le P.S.U., le M.A.N., le C.O.D.E.N.E., le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre, l'A.D.E.A. et la F.A.) au 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

Documentation, bibliothèque, permanence des militants de la Fédération anarchiste tous les vendredis, de 18 h à 19 h.

• SARCELLES

La liaison de Sarcelles tient une permanence tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste).

• MONTARGIS

Une liaison F.A. vient de se constituer sur Montargis. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la « Voix sans maître » (vendredi, de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) : 23 mai, le lycée expérimental de Saint-Nazaire, avec deux de ses élèves et de ses professeurs ; 30 mai, Roger Labrusse, directeur de « La Raison », mensuel des libres-penseurs ; 6 juin, Alain Lipietz, membre du journal « Alternatives économiques » ; 13 juin, l'antimilitarisme aujourd'hui avec Pierre Martial Cardonna (éditions Avis de Recherche) ; 20 juin, spécial antiracisme, avec le Collectif contre les centres de rétention et des associations immigrées (« Texture » et « Miroir »).

• DUNKERQUE

La liaison Dunkerque de la F.A. se transforme en groupe. Toutes les personnes intéressées peuvent le contacter en écrivant aux relations intérieures qui transmettront.

liste des permanences des groupes f.a.

BANLIEUE
• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• Yvelines
Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.
• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
• Val-de-Marne
Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, Vitry.
Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

• LILLE

Le groupe de Lille organise une journée sur le Nicaragua samedi 24 mai, à partir de 13 h 30, à la M.N.E.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise le dernier vendredi de chaque mois un cours, conférence, débat. Celui qui était prévu le vendredi 30 Mai est annulé et le groupe invite les personnes intéressées à assister aux diverses manifestations organisées par la F.A. et la C.N.T. dans le cadre du cinquantenaire de la révolution sociale (voir dossier « Espagne 36 »).

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « L'organisation anarchiste », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « L'organisation anarchiste », par Léo Tamames, le mardi 27 mai.

• BREST

Le groupe « Les temps nouveaux » de Brest organise un meeting vendredi 23 mai sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Ce meeting se tiendra salle Fontferrier (rue Fontferrier, Brest) à partir de 20 h 30. Nous invitons toutes les personnes intéressées à y participer.

• YZEURE/COMMENTRY

A l'occasion du cinquantenaire de la révolution espagnole, une soirée-débat aura lieu le mardi 27 mai à 20 h 30 au château de Panloup à Yzeure et le mercredi 4 juin, à 20 h 30, Salle des conférences, à Commentry.

Au cours de ces soirées, le film « El Frente » (le front) sera projeté et un débat sur l'actualité des propositions libertaires, cinquante ans après, sera animé par l'auteur d'une thèse sur les collectivités en Espagne (région centre). Le prix d'entrée est fixé à 10 F, et 5 F pour les chômeurs et les étudiants.

• DUNKERQUE

Le groupe de Dunkerque organise le vendredi 6 juin une réunion publique à la M.J.C. de Dunkerque à 20 h 30. Cette réunion sera consacrée à la lutte des réfractaires à l'armée et animée par Pierre Martial, des éditions Avis de Recherche. Venez nombreux !

• BREST

Le groupe « Les temps nouveaux » de Brest organise un meeting vendredi 23 mai sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Ce meeting se tiendra salle Fontferrier (rue Fontferrier, Brest) à partir de 20 h 30. Nous invitons toutes les personnes intéressées à y participer.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Finistère : Quimper — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loiret : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Sarthe : Le Mans — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

éditions

• T-SHIRT

La liaison de Bourgoin a réédité le T-shirt « Vive l'anarchie ! Mieux que ça ! ». Il existe en trois tailles (S, M, L). Au prix de 65 F.

D'autre part, vous pouvez aussi commander des badges sur le même sujet (dessin de Reiser) au prix de 6 F, ainsi que des briquets noirs « A (cercle) contre vents et marées » (15 F).

Pour tout contact : « Contre-courant », la Ladière, Saint-Alban-de-Roche, Bourgoin-Jallieu. Prière de ne pas libeller votre chèque, nous n'avons pas (encore) de compte bancaire au nom de l'association.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le n°31 de « Volonté anarchiste », édition du groupe Fresnes-Antony, vient de sortir. Il s'agit de « Portrait de Fernand Pelloutier » par Victor Dave.

Cette brochure sur la vie et l'œuvre de l'animateur des Bourses du Travail ne coûte que 20 F et est disponible à la librairie du Monde libertaire.

Mais un bon moyen de soutenir la collection « Volonté anarchiste » est de s'abonner : 150 F pour 8 numéros, abonnement de soutien à partir de 200 F ; règlement à l'ordre de A.S.H. Pour la diffusion militante, une réduction de 33% est consentie à partir de 5 exemplaires avec règlement à la commande.

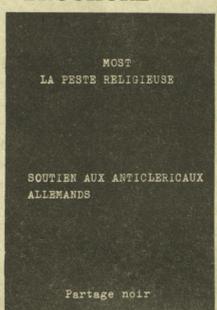
Correspondances à adresser : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• AFFICHE

Le groupe « Albert-Camus » de Toulouse a édité une affiche antimilitariste, format 42 x 55, en noir et blanc. Coût : 5 F l'unité et, à partir de 10 exemplaires, 1 F pièce. Slogan de cette affiche : « L'armée, à quoi ça sert ? ».



• BROCHURE



Le groupe Florès-Magon vient de rééditer « La peste religieuse » de J. Most (texte interdit en Allemagne), en soutien aux anticléricaux allemands emprisonnés là-bas.

Les sommes recueillies serviront à la défense des militants. En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, Les risques nucléaires dans le monde — PAGE 4 : Grève des nettoyeurs du métro, Licenciements dans l'Education nationale, Fusion de deux fédérations C.G.T., En Bref, Communiqué — PAGE 5 : Congrès de la L.D.H., Tokyo : encore un sommet — PAGE 6 ET 7 : L'insécurité au pouvoir — PAGE 1, II, III, IV : Dossier spécial « Espagne 36 » — PAGE 8 : Situation des guérillas en Amérique centrale — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Rencontre avec B. Noël et Cl. Margat — PAGE 11 : Note de lecture, Cinéma, Programme de Radio-Libertaire — PAGE 12 : Antimilitarisme et désertion, Les fascistes à l'université.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Foto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement la joindre au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

L'impossible est arrivé...

L'IMPOSSIBLE est en effet arrivé, il y a quelques jours en Ukraine. Le nucléaire qui devait apporter le bonheur des populations s'avère vraiment être une industrie dangereuse. L'accident survenu dans la centrale de Tchernobyl est-il l'exception qui confirme la règle ?

Dans les années 70-75, il y avait une mobilisation importante contre le programme nucléaire qui se mettait en place. L'argument principal avancé dans les luttes écologiques était le danger que comportait l'industrie nucléaire. Les politiciens, les techniciens de l'E.D.F. affirmaient alors le contraire. Tout était, paraît-il, étudié pour parer à toutes éventualités.

La sécurité était exemplaire et si un avion, une météorite ou une bombe tombaient sur une centrale, tout était calculé pour que rien de sérieux ne puisse menacer les travailleurs et les populations qui habitaient autour de la centrale... Tout était dit pour rassurer l'opinion publique, exemples et schémas à l'appui. La droite, comme la gauche, tenait le même langage : « nucléaire = progrès ». Et au nom de ce progrès, on matraquait à Plogoff et ailleurs.

Pourtant plusieurs signes mettaient en cause les discours rassurants :

- janvier 1968, incendie dans le réacteur de la centrale de Chooz en France, plus de deux ans de réparation ;
- 1969, en Suisse, rupture du circuit primaire du réacteur quelques jours après sa mise en route (des barres de combustible fondent et le réacteur est muré) ;
- 1972, au Pays-Bas, à la centrale de Dodewaard, fuite d'eau et accumulation de boue radioactive au fond du réacteur ;
- depuis 1972, des réacteurs américains doivent fonctionner au ralenti car les gaines qui entourent le combustible ont tendance à se tordre et à éclater ;
- janvier 1973, les rejets de la centrale de Chooz rendent la Meuse anormalement radioactive ;
- décembre 1974, des quantités importantes d'uranium enrichi et de plutonium ont disparu aux Etats-Unis ;
- décembre 1977, Etats-Unis, centrale de Millestone, contamination d'un employé et deux réacteurs doivent être arrêtés ;
- septembre 1978, au centre de traitement de Tokai-Mura, au Japon, une fuite radioactive entraîne la fermeture de l'usine ;
- mars 1979, la fameuse affaire de Three Mile Island ;
- janvier 1981, un incendie dans un silo de déchets radioactifs à

La Hague entraîne la contamination de 300 travailleurs.

Ainsi le signal d'alarme fut tiré bien des fois, mais les techniciens refusaient d'admettre que le nucléaire pouvait être dangereux. Aujourd'hui le plus grave accident jusqu'alors est arrivé à Tchernobyl, et un nuage radioactif a inquiété la Scandinavie, la Pologne, etc.

Il est évident qu'une catastrophe nucléaire n'a rien de spectaculaire en soi. Ce n'est pas comme une bombe ou un avion qui éclate en vol... les effets en sont plus pervers (cancer, transformation génétique par contamination directe avec l'air ou indirecte avec les aliments). Les médias ne peuvent pas s'en donner à cœur-joie en montrant l'horreur car ce n'est que plusieurs années après que l'on verra les séquelles... Le nucléaire c'est comme la goutte d'eau chinoise ou une chambre à gaz à retardement.

Aujourd'hui que l'« impossible » est arrivé, les techniciens tentent de nous rassurer en affirmant qu'un tel accident est impensable en France. Les mesures de sécurité étant plus importantes (sauf pour cinq centrales aux normes soviétiques en ce qui concerne les parois), il y a une chance sur dix mille, voire cent mille pour qu'un accident survienne — selon nos chers savants. Mais si la « chance » vient, alors on aura droit à de nouveaux « incompréhensibles », « impossibles »...

Toutes les promesses d'hier sur la fiabilité des centrales sont vaines aujourd'hui suite à l'accident de Tchernobyl. On apprend qu'aux Etats-Unis, en 1979, il y a eu 2 310 incidents et 5 060 en 1983. Après que des mesures de sécurité aient été prises, il y en a eu 2 974 en 1985 et, il y a 45% de possibilités pour qu'un syndrome chinois arrive dans une centrale commerciale américaine d'ici l'an 2000. De plus, le *Seattle Post Intelligencer* affirme que les valves des tubes de refroidissement d'un réacteur américain similaire à celui de Tchernobyl risquent de tomber en panne d'ici peu à la centrale de Handford qui produit du plutonium pour les armes nucléaires... En Angleterre, en mars dernier, une explosion s'est produite dans une centrale du Kent libérant 500 kg de gaz radioactif.

Et en France, la pollution se fait déjà par les rejets dits normaux. Le problème des déchets est loin d'être résolu : pour les déchets les plus radioactifs, ils sont dissous dans l'acide et refroidis en permanence. Ils ne peuvent subir aucune élévation de température sans risque d'accidents graves. Il est impossible de dire que rien ne viendra perturber ce refroidissement (tremblement de terre, par exemple). La radioactivité disparaîtra dans quelques siècles, mais les futs tiendront-ils jusque là ? La Hague est donc le point noir du problème nucléaire en France. Il y a dans les centrales françaises une multitude d'incidents. Jusqu'à maintenant ils ont été contrôlés, cependant il suffit d'une fois, d'une inattention, pour que l'on connaisse la fonte d'un réacteur.

Le nucléaire n'a d'intérêt que pour certains : les patrons des multinationales (qui contrôlent les mines d'uranium) et pour les pouvoirs imposant le centralisme énergétique. Mais les populations n'ont rien à gagner de l'industrie nucléaire, les risques sont trop grands pour nous et surtout pour les générations à venir qui auront en héritage la gestion de toute une pollution engendrée par la politique énergétique d'aujourd'hui.

Si le débat sur le nucléaire semble ne plus avoir lieu et que cette industrie paraît être passée dans les mœurs, l'accident de Tchernobyl ne doit pas nous faire oublier que les slogans d'hier sont encore valables aujourd'hui. Le nucléaire est et restera une industrie dangereuse et il sera difficile, voire impossible, de gérer ses conséquences. Il est donc important, encore aujourd'hui, de se mobiliser pour lutter contre le nucléaire civil ou militaire, réel danger pour l'humanité entière. Le démantèlement immédiat et total du programme nucléaire, bien sûr, sera la seule solution réaliste.

LAURENT
(Gr. Pierre-Besnard)

Editorial

ON savait qu'un accident dans une centrale nucléaire pouvait devenir une catastrophe, c'était vrai, et la distance entre la France et Tchernobyl ne doit pas réduire la révolte devant le scandale. Cela pourrait-il arriver dans notre cher Hexagone si bien pourvu de ces centrales qu'autrefois on appelait atomiques, comme la bombe ? Et puis, il est une autre question que l'on ne peut s'empêcher de poser : si, en France, un réacteur nucléaire venait à entrer en fusion, au bout de combien de temps le saurait-on ?

On nous a bien caché plus d'une semaine que le nuage radioactif — pourtant anodin ! — avait traversé notre territoire. Sans doute, ce silence avait-il pour objectif de ne pas effrayer les « veaux », qui auraient pu être pris de panique ! Car il n'y a pas en fait d'autre explication. On nous prend pour des imbéciles.

Quoi qu'il en soit, tout se passe comme si le nuage avait provoqué une certaine panique au sein du gouvernement qui à la fois se veut rassurant — les taux de radioactivité relevés n'ayant jamais rien eu d'alarmant — et interdit la consommation des épinards cultivés en Alsace, ce qu'on aura du mal à trouver rassurant !

Autre exemple de panique : Chirac, devant les pressions du patronat, de ses amis de l'Assemblée et paraît-il des prévisions de l'I.N.S.E.E., a préféré se passer du Parlement pour adopter ses réformes. C'est ainsi que, en quelque sorte, sous prétexte d'aller plus vite, on est passé de la dictature démocratique à la dictature tout court. La différence n'est pas très grande puisque dans quelques semaines les patrons seront un peu plus libres de licencier, de faire circuler leurs capitaux, et que la création d'emplois restera — Chirac l'a montré devant les patrons au Forum de « L'Expansion » — un vœu pieux.



Erratum

Une grossière erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Tous unis pour le nucléaire ? », dans le « Monde libertaire » n°618.

Il y était indiqué que les pertes en lignes s'élevaient au trois quarts de l'énergie produite. Elles sont en réalité proportionnelles au carré de la distance et de l'ordre de 3 à 15%.

Le C.R.

en bref...en bref...

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme (C.I.R.A.) organise une réunion-débat avec René Cavanhie qui fut un résistant de la première heure et organisa un groupe autonome de résistance en 1942 dans le Lot.

Il fut secrétaire des relations internationales de la F.A. en son temps... Il dédicacera son livre « Poèmes et chansons anarchistes ». Cette réunion se tiendra au local du C.I.R.A., 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille.

• La C.N.T.-P.T.T. de la région parisienne a décidé de lancer une campagne d'informations sur l'objection et la lutte contre les ordonnances de 1959... Pour toutes informations, contactez la C.N.T.-P.T.T., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

• La librairie L'Anarc-en-ciel organise une rencontre-débat le 29 mai, à 19 h, avec Catherine Baker, autour de son livre « Insoumission à l'école obligatoire ». Librairie L'Anarc-en-ciel, 7, rue Armand-Bernard, 31000 Toulouse.

• Pierre Martial, journaliste et écrivain, animera des conférences-débats sur l'objection, le pacifisme et les réfractaires : lundi 26 mai, à Dijon ; samedi 31 mai, à Rennes ; vendredi 6 juin, à Dunkerque ; mercredi 11 juin, à Amiens ; samedi 14 juin, à Rennes. Pour tout renseignement : éditions Avis de Recherche, B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

• Nous apprenons la création du syndicat C.N.T. des P.T.T. d'Indre-et-Loire. Ceux qui se sentent concernés par ce syndicat, peuvent le contacter en écrivant à la B.P. 1303, 37013 Tours cedex.

• Frédéric Arenou, objecteur insoumis et militant libertaire, passera en procès jeudi 29 mai, à 13 h 30, à la 10^e chambre correctionnelle de Paris. Ce procès risque de servir de test pour la répression des objecteurs insoumis de la région parisienne, venez donc nombreux pour soutenir ce compagnon.

Et si de temps en temps on gagnait ?

MI-AVRIL, avec les premiers bourgeois, les premiers licenciements dans l'Education nationale dans le Maine-et-Loire. Dix-sept maîtres auxiliaires sont remerciés (téléphoniquement !) de leurs bons offices par l'Inspection académique. Virés du jour au lendemain ! Ce ne sont pourtant pas les besoins en remplacement qui manquent, dans le secondaire comme en primaire ; non, ce sont les sous qui manquent, dit l'administration.

Immédiatement, la riposte s'organise. Mobilisation dans les collèges touchés, grèves d'élèves, pétitions, communiqués de presse, délégations de parents et de profs à l'Inspection académique... Une coordination départementale de lutte est mise en place. Elle regroupe le S.N.E.S., le S.N.I., le S.G.E.N.-C.F.D.T., la F.C.P.E. et des représentants des collègues... l'unité syndicale (sans F.O.) !

Une semaine après les licenciements, les syndicats organisent une puissante manifestation le 23 avril. Un millier d'enseignants et de parents défilent dans les rues d'Angers. La mobilisation ne s'essouffie pas. La coordination départementale, sous l'impulsion de l'Ecole émancipée et du S.G.E.N.-C.F.D.T., décide d'étendre la lutte aux écoles primaires et maternelles, elles aussi touchées par le manque de remplaçants. Une autre journée de manif et de grèves est prévue pour le 6 mai.

Le mardi 29 avril, la nouvelle tombe sous la forme d'un communiqué de l'inspecteur d'académie : les dix-sept maîtres auxiliaires sont tous réintégré. L'administration avait dû trouver une tirelire dans un coin de placard ! Victoire donc, qui montre par ces temps de défaitisme et de désyndicalisation que la lutte ça peut payer.

PATRICK (Gr. d'Angers)

NETTOYEURS DU MÉTRO

Vers un durcissement du conflit

la direction se heurtant à la détermination des travailleurs plus que jamais décidés à aller jusqu'au bout.

En effet, sur les trois points préalables avancés par les grévistes dans leur ultimatum à la direction (1), celle-ci n'a pour le moment reculé que sur un seul point : à savoir que les payes du mois d'avril seront versées aux grévistes. Quant aux deux autres points, il semble que la direction n'ait pas l'intention de céder, bien au contraire ; non seulement les équipes de non-grévistes mises en place par l'entreprise pour tenter de briser le mouvement n'ont pas été retirées, mais la direction fait maintenant appel aux forces de l'ordre pour « protéger » ses équipes (des accords ont été passés avec le ministère des Transports et celui de l'Intérieur pour que, dès lundi 19 mai, le métro soit entièrement nettoyé).

Mieux encore : une lettre individuelle a été adressée aux quelques 1 400 grévistes afin de faire pression sur eux, sans parler de l'appel à la délation... Qu'on en juge : « Nous avons noté qu'à la suite d'un mot d'ordre de grève lancé par certaines organisations syndicales (2), vous ne vous êtes pas présenté ce jour au poste de travail qui vous était assigné par la direction. J'attire votre attention sur le fait que les conditions dans lequel a été déclenché ce mouvement, sans préavis, peuvent avoir des conséquences graves sur la sécurité des usagers du métro, alors que nous relevons d'une mission de service public. D'autre part, nous avons constaté que bon nombre

de salariés subissaient des pressions afin de casser leur travail. Si de tels cas se reproduisaient, nous vous demandons de nous en tenir informés. » Sans commentaires ?

M. Vigouroux, lui, (et c'était le troisième point de l'ultimatum) n'a toujours pas été désavoué par la direction pour ses propos et son attitude racistes. Il semble au contraire bénéficier d'un soutien inconditionnel de la part de ses supérieurs : c'est ainsi qu'il a pu, en toute impunité faire appel aux C.R.S. pour s'opposer à un piquet de grève à la station Montparnasse et faire matraquer les grévistes dont certains se sont retrouvés hospitalisés !

Quoi qu'il en soit, il est bien évident que derrière ce conflit, qui a été déclenché par les propos racistes d'un cadre de la Comatec, se profile une lutte de plus plus grande envergure et liée au non-respect par la Comatec des points négociés en janvier 1986 et portant notamment

sur l'organisation des affectations et des postes de travail, l'amélioration des conditions de travail, et surtout sur la politique de robotisation mise en place par la Comatec (aboutissant à court terme à quelques 800 suppressions d'emploi).

LILIANE

(« Chronique syndical »)

(1) Cf. article du « Monde libertaire » n°619 du 15 mai 1986.

(2) Voilà un pluriel bien « singulier » puisque seule la C.F.D.T. est en effet à l'origine du mouvement !

Dernière minute : Nous sommes informé d'un nouveau coup de force de la Comatec puisque le 13 mai, quatre élus de la C.F.D.T. ont reçu une lettre de licenciement pour avoir agressé des non-grévistes... Une grosse erreur toutefois de la part de la Comatec qui a cité nommément sur l'une de ces lettres un non-gréviste. Celui-ci, après avoir été contacté par le comité de grève, a formellement nié les accusations de la direction. Le M.L. se fera l'écho, dans les semaines à venir des suites de cette nouvelle provocation.

On peut contacter les grévistes au syndicat C.F.D.T.-R.A.T.P., 7 à 9, rue E. Dehaynin, 75019 Paris (tél. : 42.03.88.40, permanence 24 h sur 24 pendant la durée du conflit).



L'unité pour les luttes ?

« **U**NE propagande moderne et multiforme liée à une information rapide et permanente sont les atouts majeurs pour aider au développement et au succès des luttes. » Tel est l'un des slogans de la F.I.L.P.A.C.-C.G.T. qui a tenu son premier congrès dans la Gironde la semaine du 12 au 16 mai. Quid de cette nouvelle organisation ? La F.I.L.P.A.C. (Fédérations des salariés des industries du livre, du papier et

de la communication) est la fusion de la Fédération française des travailleurs du livre et de la Fédération des travailleurs des industries papetières. Dans les discours officiels actuels, on entend dire que des pourparlers étaient noués depuis bientôt vingt ans pour que naisse une seule organisation de tous les travailleurs des industries du livre.

Le temps paraît un peu long et l'on peut naïvement se demander pourquoi maintenant ? Au lieu de la belle organisation unitaire que réclament les travailleurs n'y aurait-il qu'une affaire de sous ? Les effectifs de la C.G.T. s'effritent régulièrement et tout le monde voudrait garder ses permanents, problème : comment les payer ?

Le problème n'est pas si simple : il y a d'un côté une réelle combativité de la C.G.T. qui ne veut rien entendre de la flexibilité et de l'autre tout un « aéropage » de permanents syndicaux... La baisse des adhérents n'entraînant pas le licenciement proportionnel des salariés par l'organisation syndicale, on pousse aux

fusions pour équilibrer les budgets...

Il serait simple de dire aux syndiqués que ça va mal au niveau des finances et qu'il faut faire des économies de fonctionnement. Mais pour cela, il faudrait parler franc et reconnaître que la C.G.T. a fait des erreurs, que la modernisation, la crise ne sont pas les seules causes de la désyndicalisation. On préfère parler des travailleurs qui veulent s'unir plutôt que de poser le problème de la paye des permanents !

Des nouvelles structures pour de meilleures conditions de lutte dépassant le corporatisme oui, mais est-ce le réel souci de la direction de la C.G.T. ? La F.F.T.L. avait permis depuis plus d'un siècle aux travailleurs du Livre de se battre contre le patronat, on espère que la F.I.L.P.A.C. ne sera pas qu'une réponse venue de la direction de la C.G.T. pour pallier les problèmes financiers de la centrale. Les sigles n'ont souvent rien à voir avec les luttes...

GÉRONIMO

Communiqué

La Fédération anarchiste condamne les propos racistes tenus à l'encontre d'un travailleur du métro par la C.O.M.A.T.E.C., ainsi que toutes les pratiques visant à faire pression sur les travailleurs en lutte.

Elle tient à affirmer sa solidarité et son soutien avec les nettoyeurs du métro en grève.

Fédération anarchiste

A Tokyo, le sommet a accouché d'une douzième souris

TAPIS rouge, fanfares, courbettes et salamalecs... le sommet de Tokyo a été, paraît-il, un plein succès. Tous les participants l'ont proclamé, se sont félicités, congratulés. Certes l'harmonie a été, au départ, quelque peu perturbée par le jeu d'orgue artisanal des gauchistes japonais, « pied-de-nez » au sommet, comme l'a écrit *le Monde*, et défi aux trente mille flics qui avaient fouillé en vain cinquante mille appartements.

La cible aurait-elle été atteinte que cela n'aurait pas modifié d'un iota le sort du monde (mais aurait sans doute justifié un renforcement des mécanismes répressifs). En effet, les sept majestueux personnages du sommet sont avant tout les commis voya-



geurs des industriels, des financiers, des boursicoteurs, des investisseurs, des marchands de l'agro-alimentaire de leurs pays respectifs. Ils ne sont donc pas irremplaçables...

Pour accoucher d'une souris

L'essentiel des conversations devant les tasses de thé a porté sur des problèmes de gros sous : politique monétaire, concurrence des productions agrico-

les de la C.E.E. face à celle des Etats-Unis et, en particulier, exportations du maïs et du soja américains menacées par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'Europe.

Les Etats-Unis voudraient bien aussi que la R.F.A. et le Japon réduisent des excédents commerciaux qu'ils jugent insupportables, indécents. Ils auraient voulu amener ces pays mal élevés, qui leur coupent sous les pieds l'herbe du marché mondial, à relancer leur croissance et augmenter leur consommation intérieure. Ainsi, ils auraient moins vendu à l'étranger et, au contraire, acheté davantage de produits « made in U.S.A. ».

L'idée était simple mais, manifestement, elle n'a pas séduit les Allemands et les Japonais. Au contraire, M. Nakasone a énergiquement insisté pour qu'un frein soit mis à une ascension du yen qui gêne son petit commerce. Résultat : quelques jours après la fin du sommet, le dollar n'était jamais descendu aussi bas à la Bourse de Tokyo ! A part ça, les sept ont décidé d'accroître la « surveillance des monnaies » et d'« ouvrir la voie à une coopération économique plus étroite ».

Ce n'est jamais que la douzième fois qu'un sommet « ouvre la voie »... et accouche d'une souris ! Et ce n'est pas encore aujourd'hui que les couteaux de la guerre commerciale seront rangés au vestiaire... On le verra bien lors de la prochaine réunion du G.A.T.T. en septembre (à propos des tarifs douaniers). Les oppositions entre capitalistes sont irréductibles et tout le reste n'est que du vent !

Touchante unanimité

Deux autres plats figuraient au menu des sept : le terrorisme et le nucléaire. L'unanimité s'est d'autant plus aisément réalisée à propos du terrorisme que la déclaration approuvée n'est qu'une suite de fortes « paroles verbales », d'imprécations et d'exhortations. Comme l'ont souligné certains observateurs, il n'en résulte qu'un « engagement moral » mais aucune décision « strictement obligatoire ». Certes, les plus grands, les plus redoutables terroristes de l'univers, c'est-à-dire, précisément, les sept Etats que ces messieurs/dames représentent, n'apprécient pas du tout la petite concurrence déloyale. Mais l'Allemagne et le Japon ont de gros intérêts dans les pays arabes et Mme Thatcher elle-même, malgré la fermeté de son discours, n'est pas plus folle que Kolh et n'a pas voulu entendre parler de sanctions économiques. Faut pas exagérer !

Même touchante unanimité à propos du nucléaire. Les sept ont proclamé que celui-ci restera une source d'énergie de plus en plus utilisée. Tout le monde a remarqué leur modération, leur amabilité à

l'égard de l'U.R.S.S. C'est qu'ils sont tous, avec Gorbatchev, les gentils membres d'un même club. Et puis personne n'est à l'abri du malheur (Reagan aurait tant à dire à ce propos...).

Vive la dyarchie

Ce sommet a présenté pour nous, citoyens français, un aspect particulier : la mise à l'épreuve, en terre étrangère, de notre cohabitation hexagonale, sous le regard curieux et un brin ironique des observateurs. De l'avis général, malgré quelques problèmes protocolaires, elle a bien fonctionné. En



résumé, comme l'a noté *le Monde* avec sa distinction coutumière, nous avons vu à Tokyo la « dyarchie à l'œuvre ».

L'affaire démontre que nous sommes bien gouvernés, doublement gouvernés et qu'un président de la République de gauche et un Premier ministre de droite n'éprouvent pas de difficultés majeures pour défendre ensemble les grands intérêts de la classe dominante. Mais nous le savions déjà...

SÉBASTIEN BASSON

66^e congrès de la L.D.H.

CE 66^e congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est déroulé cette année à La Rochelle. Le thème central présentait un intérêt certain pour les anarchistes qui adhèrent à cette organisation puisqu'il s'intitulait : « Droits et liberté des travailleurs dans l'entreprise ». Ce sujet avait préalablement été présenté aux sections dans une brochure d'une centaine de pages.

De nombreux points y étaient abordés depuis les lois Auroux — ce qui s'est fait de mieux depuis un demi-siècle, n'est-ce pas ? — jusqu'à l'égalité hommes/femmes, en passant par les travailleurs immigrés, le chômage des jeunes, etc.

Si les T.U.C. et la loi sur la flexibilité ont été traités par-dessus la jambe, c'est sûrement par manque de place et de temps !

Et si les mots « classes sociales » ne figurent pas une seule fois dans le rapport, cela n'a sûrement rien à voir avec le fait que le rapporteur de ce texte était Roger Rouquette, ex-permanent C.F.D.T., récent député P.S. du 14^e arrondissement de Paris et de surcroît militant catholique pour qui les théories sociales de l'Eglise, basées sur la réconciliation des classes sociales au sein de l'organisation corporatiste, ont certainement plus de valeur que la Charte d'Amiens.

Ainsi apprenait-on que l'entreprise devait être une « communauté de travail » et que les salariés devaient tendre vers l'obtention d'une « nouvelle citoyenneté ». Voilà des termes dont se sont servis aussi bien Albert de Mun que Pétain ou de Gaulle.

Les révolutionnaires présents à ce congrès sont montés à la tri-

bune pour prévenir du grave danger que font courir au syndicalisme ouvrier les lois concernant le droit d'expression des travailleurs et la démocratisation du service public... preuves à l'appui. Et puis il a fallu rappeler à cet aéropage d'avocats et d'intellectuels ce qu'était une société de classes et leur rappeler également que faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises n'était rien d'autre que de l'auto-exploitation et non pas de l'autogestion comme l'affirment certains.

Autre point chaud : la laïcité. Il est extrêmement difficile de faire comprendre à ce bon peuple de gauche que Savary est loin d'être un défenseur des valeurs laïques. Lorsque la question a été posée de savoir pourquoi les lois anti-laïques n'avaient pas été abrogées sous la précédente législature, un ange est passé.

Troisième point chaud : la vindicte ouvertement affichée à l'encontre de la C.G.T.-Force ouvrière par le comité central de la ligue : une attaque de tous les instants s'étalant sur les trois journées du congrès. Mais là aussi, la réplique fut à la mesure de l'attaque... un petit détail, toutefois. Un problème d'intendance a amené lors de la deuxième journée des retards de trois heures dans le déroulement des débats, ce qui fait que les opposants au rapport Rouquette se sont vu royalement accorder six ou sept minutes chacun pour exprimer leur point de vue, ce qui a encore déclenché des réactions de désapprobation.

Bien sûr, tous les sujets traités n'ont pas donné lieu à des affrontements systématiques. Nous pouvons citer — parmi d'autres — l'excellence des travaux réalisés par les commis-

sions « Extrême Droite », « Délinquance, Prison », juridiques et internationales. Nous en oublions sûrement. Néanmoins il se dégage de ce 66^e congrès la volonté affirmée de faire de la Ligue des droits de l'homme le point de ralliement de toutes les forces de gauche : P.C., P.S., M.R.G., C.F.D.T., F.E.N., écologiques, alternatives et même extrême gauche.

Il est loin le temps (en 1936) où les formations du Front populaire signèrent leur fameux pacte sous la présidence de Victor Basch, président de la ligue de l'époque. Si ce combat-là n'est pas celui des anarchistes, il n'en reste pas moins qu'ils ont leur place au sein de la Ligue des droits de l'homme. D'ailleurs la seule radio où ses membres éminents y ont entrée libre, c'est bien Radio-Libertaire.

GR. FRESNES-ANTONY

Les Français tremblent pour leurs parlementaires et leurs ministres.
Il y aurait des terroristes parmi eux !

Parano-Soir

SUPPLÉMENT AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO » DE LA F.A. - MAI 1986 - N°620



Déjà des résultats : débarrassés des jeunes, des immigrés et des travailleurs en lutte, nos rues retrouvent peu à peu leur tranquillité légendaire.

Ces hommes sont dangereux

Charles Pasqua (ministre de l'Intérieur). Lui et Deferre n'avaient sûrement pas ce ministère et la Canebière en commun... Quoiqu'il en soit le bougre a été patron du S.A.C.

Robert Pandraud (secrétaire d'Etat délégué à la Sécurité). Directeur général de la police de 1975 à 1978. C'est un gars de la maison.

Marcel Leclerc (chef de l'Inspection générale de la police nationale, I.G.P.M.). Mis quelque peu au rencart par feu Deferre, il revient au galop. Intègre et « indur », en février 1975 il déclenche une fusillade à la tête de l'antigang dans un café (dans cette affaire un avocat algérien sera tabassé). Plus tard, à Charenton, un « collègue » est abattu par ses hommes. Il s'illustrera particulièrement dans l'affaire de Broglie, c'est lui qui va couvrir l'antigang. Par ailleurs, le juge Guy Joly lui reprochera de négliger les menées de l'extrême droite. C'est vraiment un homme épatant qu'ils ont mis à la tête de la police des polices !

Gérard Longuet (secrétaire d'Etat au ministère de l'Industrie, des P.T.T. et du Tourisme). Membre cofondateur d'Occident, du G.U.D. et d'Ordre nouveau, trois organisations d'extrême droite connues pour leur violence et leurs exactions. Il s'est mis « au vert » depuis et s'est occupé des finances du Parti républicain de Léotard.

Alain Madelin (ministre de l'Industrie, des P.T.T. et du Tourisme). Même parcours que le précédent. On peut dire qu'ils ne se quittent pas, du coup de poing dans la gueule jusque dans les ministères.

Philippe de Villiers (secrétaire d'Etat au ministère de la Culture et de la Communication). Fils de Jacques de Villiers, militaire, résistant et ex-O.A.S. Le fiston fait des études brillantes, fait un bout de chemin avec la Nouvelle Action française, puis se range dans le giron giscardien. Tradition, religion, modernité, il y a du Joseph de Maistre chez c't'homme-là !

Jacques Foccart (Koch) (conseiller pour la politique africaine de la France). L'homme n'est pas tout neuf, il fut l'œil de de Gaulle en Afrique et sur les territoires d'outre-mer. Il a été le maître d'œuvre des réseaux d'informations, de barbouzes et de mercenaires. Il n'a pas son pareil pour déboulonner et asseoir des rois nègres dociles. Il fut patron incontesté du S.A.C., puis s'est consacré au S.D.E.C.E. (depuis D.G.S.E.). C'est sûrement la note la plus gaullienne que Chirac ait mis à son gouvernement.

et ils ont des complices

L'insécurité au pouvoir



Pasqua au ministère de l'Intérieur pour lutter contre la délinquance : grande surface contre petit commerce.

TUER POUR GOUVERNER

QUAND les robots remplacent les travailleurs ; quand le chômage jette ses nouveaux pauvres aux portes des restaurants du cœur ; quand plus personne (ou presque) ne croit en la politique et en l'Etat pour changer la vie...

...alors pour continuer à gouverner, il faut tuer.

Tuer les pauvres de l'ennemi (héréditaire ou de circonstance) pour faire illusion, détourner la colère, liquider la marchandise, ouvrir de nouveaux marchés.

Tuer aussi ses « pauvres à soi » et faire revenir à force de coups la société dans le giron de l'Etat proxénète.

Depuis des mois, à heures fixes, des bombes « aveugles » déchirent des jambes, des visages et des vies.

Pour trouver leur origine ; le pourquoi du comment, il suffit de se poser les questions suivantes :

- A qui profite le délire paranoïaque et sécuritaire alimenté par les médias ?
- A qui profite l'invasion de nos rues par ces flingueurs assermentés (qui, pour avoir changé de « look », n'en gardent pas moins leurs habitudes) ; les contrôles systématiques qui visent principalement jeunes et immigrés ?
- A qui profite la criminalisation de toute

contestation et les atteintes à la liberté d'information ?

- A qui profite le développement du contrôle politico-policier (carte d'identité informatique, fichage et recoupement des fichiers, écoutes téléphoniques, infiltrations) ?

Assurément ce renforcement des appareils répressifs appuyés sur la terreur et l'intoxication profite à l'Etat lui-même ; aux techniciens du pouvoir qui en tiennent, dans l'ombre, les commandes et qui se soucient peu des étiquettes politiques. Car le pouvoir n'est pas un moyen mais un objectif, une fin en soi.

Il y a quelques années certains affirmaient avec pertinence, mais encore naïvement, que le terrorisme d'Etat et le terrorisme d'opposition étaient les deux mâchoires du même piège à cons. Un peu d'attention permet de voir qu'il n'existe plus qu'un seul et unique terrorisme : celui que l'Etat exerce sur la société.

La politique, dit-on, est l'art de gouverner. Le terrorisme, lui, est la continuation de la politique par d'autres moyens. Pour vivre libres et en paix, il nous faudra donc nous débarrasser de la politique, des Etats et de leurs tueurs à gages.

Il nous faudra, par la révolution, rendre les temps totalement ingouvernables.

Ecologie

M. Pasqua recevait mardi 22 avril une amie des bêtes célèbre, il s'agissait de B. Bardot, il l'a rassurée sur le sort des tourterelles, et lui a par ailleurs promis de favoriser la reproduction des poulets et des perdreaux.

Devoir civique

Nous signalons aux sieurs Pandraud et Pasqua qu'un clandestin (ne travaillant pas !) se trouve aux alentours de Grasse. Son nom : Duvalier.

Tribune libre

« Les fouilles doivent être beaucoup plus systématiques dans les lieux exposés. La police doit être sûre de la détermination du gouvernement de la couvrir, si par malheur un accident arrivait ». J. Chirac.

« Dans les conditions difficiles et périlleuses du métier qui est le nôtre, il est nécessaire que dans tous les cas où le feu doit être ouvert ce soit le policier qui ait le dernier mot. Et quand je vous dis le dernier mot, je dis régler définitivement le problème ». R. Pandraud au congrès du S.N.A.P.C. (police en civil), 2 juin 1976.

Du pouvoir de l'insécurité

UNE société dont le fondement est l'inégalité économique et sociale produit inéluctablement sa délinquance.

Comment attendre autre chose d'une situation qui voit se cotoyer profit et misère, opulence et pénurie ? Plus encore. Il est notable que cette société interdit aux plus faibles de ses sujets ce qu'elle autorise et encourage chez les plus puissants. Ainsi voler une voiture conduit en prison ; spolier et affamer un peuple mène au pouvoir. De même, dix mille cadavres séparent le criminel du héros national.

Si on hésite généralement à mêler voleur à la tire et capitaine d'industries ; assassins minables et généraux, c'est que l'inégalité trouve sa justification dans un traitement idéologique inégalitaire des valeurs et des faits, puisque c'est justement sur le vol et le crime à grande échelle qu'est basé le système capitaliste, ici ou à l'Est. L'Etat, lui, garantissant de sa force ce désordre légal.

Aussi, seuls les naïfs peuvent encore penser la « police » dans son acception grecque et théorique, indissociable de l'idée de cité, garante des accommodations nécessaires à la vie commune, policée.

La police n'est en fait qu'une armée de mercenaires dont la tâche est de maintenir, pour le compte des détenteurs du pouvoir économique et politique, la contestation (conscientisée ou non) dans les limites de l'acceptable. Acceptable étant ici indissociable de l'idée que se fait le système du danger révolutionnaire.

Car c'est bien l'aspiration à un changement radical que les tyrans espèrent étouffer, en coulant cycliquement leur chappe de plomb policière sur la société, n'hésitant d'ailleurs pas à utiliser leurs relations dans la pègre (1) pour y parvenir. Aux amoureux du danger de faire fondre le plomb...

(1) L'histoire de Jacques Mesrine est à ce titre édifiante : assassin officiel pendant la guerre d'Algérie, assassin officieux sous les ordres de l'O.A.S. ; ennemi public n°1 abattu comme un chien dès qu'il eut repris à son compte sa violence et tenté de lui donner un contenu politique.

AMÉRIQUE CENTRALE

Les luttes de libération nationale

L'HISTOIRE des mouvements populaires est jalonnée de luttes incessantes contre les oligarchies nationales et la surexploitation des masses. Sous la pression nord-américaine, les pouvoirs en place se sont dotés d'Etats répondant parfaitement aux exigences de la situation. Ils peuvent être définis comme suit :

- politique de contre-insurrection qui deviendra peu à peu la politique fondamentale des Etats ;
- adoption officielle de l'anticommunisme comme idéologie ;
- imposition d'un système restreint de partis politiques.

La création des partis démocrates et démocrates chrétiens remonte aux années cinquante. L'origine de ceux-ci est intimement liée à l'Eglise catholique d'idéologie conservatrice. Ils se sont peu à peu convertis en partis organiques de la bourgeoisie, estimant qu'il fallait des structures plus souples et le minimum de réformes pour contenir le mouvement révolutionnaire.

Les sociaux-démocrates, dès leur création, ont cherché à s'allier avec les secteurs populaires, tout en évitant une déviation de gauche. Les partis communistes, pour leur part, se sont longtemps contentés de mener une lutte pour la reconnaissance officielle de leur existence. Ils n'ont pas tardé à se faire dépasser par d'autres courants marxistes, qui se sont placés dès le départ sur le terrain d'affrontements de classe.

En 1962, le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) est créé, se réclamant du marxisme et de l'héritage de Sandino. Il faut savoir que le Parti socialiste nicaraguayen, pro-soviétique, s'opposa très longtemps à la stratégie du F.S.L.N., tout comme le Parti communiste cubain méprisait les partisans de Castro. Au Salvador, ce n'est qu'en avril 1970 qu'une fraction de militants quitte le parti communiste dans le but de créer les Forces populaires de libération Farabundo-Martí, qui prône l'« alliance ouvrière et paysanne pour instaurer le socialisme grâce à la guérilla et à la guerre populaire prolongée ».

La révolution Pas les élections !

Au cours des années, voyant l'impossibilité d'un changement par la voie électorale (interdiction des partis de gauche, fraude, etc.), les masses populaires rejoignent les rangs de l'issue révolutionnaire. Cette mise en route du processus (à des époques différentes selon les pays) entraîne une accélération de la répression. L'armée, les organes de sécurité, les bandes paramilitaires remplissent, depuis lors, leurs quotas d'enlèvements, de tortures et d'assassinats.

Les organisations populaires et syndicales furent contraintes de fonctionner dans la clandestinité pour continuer et intensifier la lutte. On assiste ainsi au Salvador et au Guatemala à une polarisation des luttes. Le terrorisme d'Etat frappe la population dans son ensemble afin d'enlever la base de soutien à la guérilla. Cette situation ainsi créée a conduit à un processus d'alliance pour en arriver à la constitution de front afin de dénoncer la répression, coordonner les luttes et défendre l'existence même des organisations.

Cette large unification, allant dans certains secteurs bourgeois anti-oligarchiques à l'extrême gauche a obligé l'opposition à avoir des objectifs modérés, tenant compte des intérêts des différents groupes sociaux.

Une Eglise déchirée

Les hiérarchies cléricales sont depuis toujours profondément attachées aux pouvoirs en place. Leurs allocutions restreignent « les causes de la violence à des intérêts inavouables et à des débordements de passion ». Pour l'Eglise guatémaltèque, le pays vivrait « une crise profonde de l'humanisme ». Jean-Paul II, en condamnant la violence populaire a parfaitement joué son rôle



de complice des gouvernements réactionnaires. Avec le soutien des Etats-Unis, de nombreuses sectes fondamentalistes s'implantent dans la région afin de prêcher la résignation et d'attendre le salut éternel.

En marge de cette Eglise conservatrice est apparue ce que l'on appelle l'Eglise populaire. Ces religieux, se voulant plus près du peuple, se sont engagés dans les mouvements de libération nationale. Ce phénomène s'est amplifié depuis l'assassinat de Mgr Romero au Salvador et du père Hermogènes au Guatemala. Il est fréquent que ce soit les évêques attachés à la hiérarchie qui dénoncent les prêtres réfractaires.

L'Eglise est donc très divisée. Au Nicaragua, la fraction réactionnaire est devenue le pôle de regroupement de l'opposition au régime de Managua. Le cardinal Obando y Bravo a, dès 1979, entretenu des relations avec l'opposition puis avec l'administration Reagan. Pour lui, « le régime sandiniste est beaucoup plus brutal et répressif que le régime somoziste ». Tandis que l'Eglise populaire est résolument du côté du pouvoir.

Situation actuelle

L'offensive sans précédent de l'impérialisme américain, tant sur le plan politique que militaire, la réorganisation des forces gouvernementales, la modernisation des armements et la professionnalisation des troupes provoquent une situation délicate pour les guérillas.

Au Guatemala, se'on les propres termes des Forces armées révolutionnaires, la guérilla « traverse une situation difficile ». Les bombardements incessants, les déplacements massifs de populations dans des villages stratégiques qui regroupent à eux tous 800 000 personnes, la création de bataillons de défense civile ont permis à l'armée de reprendre le contrôle de nombreuses

zones occupées auparavant par les rebelles. Ceux-ci ne sont pas anéantis mais ont dû se replier, se regrouper en unités mobiles. Ils ne contrôlent plus de territoires proprement dit et sont ainsi coupés de leur base sociale, ce qui est très grave.

Au Salvador, l'armée s'inspire de la tactique militaire appliquée au Guatemala. Selon les conseillers militaires américains, c'est le statu quo. Bien que les soldats soient de plus en plus qualifiés, ils ne peuvent venir à bout de l'opposition armée. Les guérilleros « peuvent encore frapper où et quand ils veulent », selon les aveux du colonel américain Edward King. Mais la terrible répression qui s'abat sur le pays, la pauvreté des forces du F.M.L.N. limite ses capacités d'action. Les rebelles sont obligés de se déplacer rapidement, en petites unités, pour échapper aux patrouilles nocturnes. Pour contrecarrer cette situation, le renouveau des luttes dans les villes constitue un nouvel élément qu'il ne faut pas négliger : les grèves se succèdent, la mobilisation ouvrière s'intensifie.

Au Nicaragua, malgré les offensives répétées de la « contra », les efforts de la C.I.A., le blocus économique des Etats-Unis, celui-ci résiste tant bien que mal. Mais jusqu'à quand ? Car la situation devient de jour en jour plus dramatique.

Les Etats-Unis exercent une politique graduelle d'usure et d'étranglement des mouvements révolutionnaires, la clef de voûte étant le Nicaragua. Une intervention directe n'est pas exclue, mais le Vietnam n'est oublié par personne, ni par le peuple américain ni par les alliés de la Maison Blanche.

Que proposent les guérillas

Issus d'un large consensus, les objectifs politiques et sociaux des mouvements d'opposition sont limités. L'Union révolutionnaire nationale du Guatemala lutte pour l'« instauration d'un gouvernement révolutionnaire et patriotique pour mettre fin à l'exploitation ». Le programme du F.M.L.N. est pour la formation d'un gouvernement qui « réalisera les réformes politiques, économiques et sociales qui assureront une juste distribution de la richesse », mais qui d'un autre côté « appuiera tou-

tes les entreprises privées qui favoriseront le développement économique en appliquant son programme ».

L'opposition salvadorienne et guatémaltèque est pour une politique de paix et de non-alignement. Elles n'ont jamais remis en cause le principe même de l'armée, mais se proposent de « créer une armée de type nouveau, composée par l'armée populaire révolutionnaire et par les groupes, secteurs et individus sains, honnêtes et patriotes, soldats et officiers de l'armée actuelle », comme l'indique le F.M.L.N. Dans le futur gouvernement « seront représentés tous les secteurs populaires, démocratiques et révolutionnaires qui auront contribué activement au renversement de la dictature fasciste ».

Gouvernement progressiste, ces projets ressemblent beaucoup à celui mis en pratique à Managua. Le F.S.L.N. d'aujourd'hui serait-il le F.M.L.N. de demain ? Mis à part les racines historiques et les expériences propres à la lutte salvadorienne, ils se ressemblent néanmoins.

Ces revendications, d'une portée sociale très limitée, sont pourtant, dans la situation centro-américaine inacceptable tant pour l'oligarchie qui y perd le pouvoir que pour les Etats-Unis qui risquent de perdre leur zone d'influence.

Pour une libération nationale

La lutte des peuples contre le pouvoir en place que représente les grands propriétaires terriens est nettement d'inspiration sociale et économique. Ils se battent avant tout pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Les Etats-Unis, de leur côté, soutiennent la structure rétrograde de la société pour mieux en piller les richesses et maintenir son hégémonie sur cette partie du monde.

Notre lutte internationaliste proclame le droit des peuples écrasés par une domination étrangère de lutter pour leurs libérations, afin d'ouvrir de nouveaux espaces de liberté et de lutte. Pour nous anarchistes, ce combat n'est qu'une étape et non une fin en soi.

JEAN-CLAUDE (Gr. Kropotkine)

Ce texte est extrait de la brochure « Les luttes de libération nationale en Amérique centrale », éditée par le groupe Kropotkine et en vente à la librairie du Monde libertaire (20 F).



ETATS-UNIS

Les revendications des travailleurs d'I.B.M.

LE Monde libertaire vous a déjà parlé de la section américaine d'I.B.M. qui, après plusieurs années de clandestinité, est dorénavant reconnue. Non sans mal, toutefois. Les délégués de la Fédération anarchiste à Chicago, lors de la commémoration du centenaire du 1^{er}-Mai, ont eu l'occasion de rencontrer ces camarades qui proposaient une contribution remarquable sur les nouvelles technologies et leurs conséquences sur le monde salarié.

Leurs revendications ne sont pas très éloignées de celles de leurs collègues d'Europe ou du Japon, si ce n'est leur insistance à lever le secret qui entoure les fonctions et les classifications. Nous vous donnons connaissance de leurs demandes exprimées et adoptées lors de leurs deux derniers congrès.

LE premier congrès international des travailleurs de I.B.M. fut tenu en mai 1984. A l'ordre du jour, le comportement de l'entreprise à l'égard de ses salariés, le droit syndical et les problèmes sociaux. Cette conférence historique fut suivie par la seconde à Athènes en juin 1985.

Les participants à ce congrès étaient les suivants :

- Etats-Unis : I.B.M.-W.U. (Workers United) et la Black Workers Alliance des salariés de I.B.M. ;
- France : les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de I.B.M. ;
- Allemagne de l'Ouest : Work Council de I.B.M. ;
- Grèce : la Panhellenic Professional Union ;
- Italie : le conseil d'usine de I.B.M. ;
- Japon : la branche japonaise d'I.B.M. de la National Trade Union of Metal Workers ;
- Portugal : Work Council ;
- Suède : la Swedish Union of Clerical and Technical Employees in Industry.

Chaque pays fit une présentation relative aux bénéfices, conditions de travail et problèmes spécifiques aux pays respectifs, notamment au sujet du secret et de l'absence d'information à propos des carrières, des heures supplémentaires obligatoires, de l'utilisation de la sous-traitance au lieu de procéder à une embauche supplémentaire, du contrôle à distance des travailleurs, de la nécessité de plus de liberté d'expression, du non-alignement des salaires sur le niveau de vie, des mutations forcées, de la pollution de l'environnement par les entreprises, du comportement autoritaire de l'encadrement.

Nous, les délégués, nous

nous reconnaissons sur le texte suivant :

Nous regrettons tous que la politique antisyndicale de I.B.M. ne se soit pas modifiée les années précédentes. L'entreprise doit reconnaître clairement le droit aux travailleurs de s'organiser et se conformer aux législations du travail en vigueur ainsi qu'aux us et coutumes des pays respectifs.

L'introduction massive des nouvelles technologies et des profits élevés caractérisent la présence de I.B.M. dans chaque pays. Ceci devrait par conséquent amener une meilleure qualité de vie et permettre d'éviter le chômage. Nous pensons donc que les syndicats de I.B.M. doivent s'impliquer dans la lutte pour la réduction du temps de travail, sans compensation salariale, à 35 heures par semaine.

La solidarité entre tous les syndicats de I.B.M. et tous les salariés de I.B.M. est une nécessité vitale. Le syndicat doit entreprendre tout effort afin de la renforcer. Ils doivent s'engager sur la voie de l'accroissement du niveau du savoir faire technologique et scientifique dans chaque pays. Nous souhaitons que I.B.M. puisse y contribuer d'une façon plus spécifique et permanente dans les pays dans lesquels elle est implantée.

Nous sommes contre toutes armes nucléaires où qu'elles soient et sommes pour un monde pacifique. Nous espérons que nos collègues de par le monde, aussi bien que l'encadrement de I.B.M., examinent sérieusement les problèmes que nous avons soulevés.

Rel. Internationales

D'après « I.B.M. Workers United », P.O. Box 634, Johnson City, New York 13790, Etats-Unis.

BELGIQUE

Alliance libertaire un nouveau-né

LE collectif « Peut mieux faire », dernier-né de l'Alliance libertaire, se propose de regrouper tous ceux et celles qui s'intéressent à l'éducation. Nous voulons confronter, voire affronter la réalité théorique et quotidienne des expériences d'éducation libertaire à notre connaissance professionnelle et/ou militante des mouvements pédagogiques d'aujourd'hui.

Dans la bibliothèque et les archives de l'Alliance existent quelques documents concernant la pédagogie libertaire. Nous voulons les dépoussiérer, les mettre en valeur, les faire revivre, les confronter à la pratique.

Les projets ? Des expos, débats, projections de films, un projet plus précis de lieu de rencontre pour jeunes enfants accompagnés...

Relations internationales

ITALIE

Sit-in au camp de Darby

DANS l'après-midi du mercredi 16 avril, s'est déroulée une manifestation devant les barbelés du camp de Darby. Le déploiement des forces de l'ordre était particulièrement impressionnant : fourgons cellulaires, cars de carabinieri, et même un hélicoptère qui contrôlait la situation d'en haut. A l'intérieur, des carabinieri accompagnés de chiens policiers patrouillaient dans l'éventualité d'une quelconque « attaque » des manifestants.

Le sit-in a réuni environ 400 personnes, pacifistes et révolutionnaires de divers horizons (l'initiative venait de la Démocratie prolétarienne, D.P.), et ce malgré les nombreux ennuis de transport pour rejoindre Pise, puis la base elle-même.

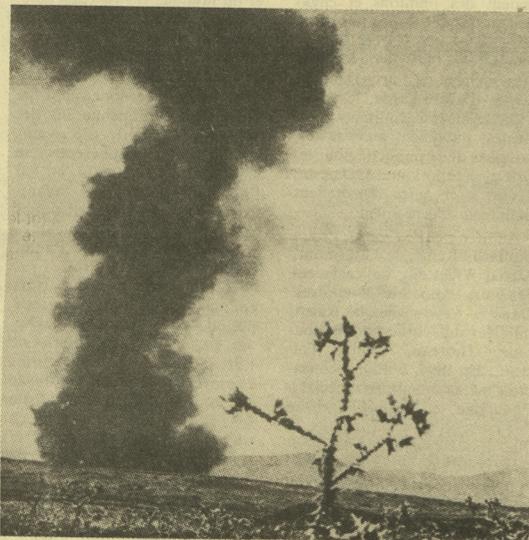
Les camarades du groupe de Pise de la F.A.I. ont assuré une présence combative, avec

leur propre banderole, leurs slogans et leurs drapeaux. La manifestation a duré une heure et s'est terminée par un meeting au cours duquel parlèrent un représentant de la D.P., de la Liste Verte et de la F.A.I.

Le camarade anarchiste a souligné dans son intervention l'importance de ce premier pas dans la mobilisation contre la guerre, précisant cependant que les objectifs devaient être clairs (l'O.T.A.N. hors de l'Italie, défaitisme révolutionnaire en cas de guerre, non à toutes les armées) et qu'il ne s'agissait pas de s'en remettre à une action gouvernementale du soin de travailler à la paix.

Dans la matinée, s'est tenue à Pise une manifestation à laquelle a participé un millier d'étudiants, avec une forte présence libertaire.

Rel. internationales (D'après « Umanita Nova »)



ITALIE

Paolo Nadalin

PENDANT que la Méditerranée était en guerre, mardi 15 avril, on apprenait l'arrestation de l'antimilitariste anarchiste Paolo Nadalin, habitant à Latisana, pour avoir refusé d'effectuer son service militaire ainsi que le service « civil » de substitution en affirmant son objection totale.

Aucun journal, pas même ceux dits « de gauche », n'a repris la nouvelle et nous aurions été étonnés du contraire parce que le choix de Paolo n'est pas facilement manipulable et qu'il n'en est que moins facile dans une société où l'obéissance au pouvoir est considéré comme un devoir.

Solidarisons-nous avec Paolo en lui écrivant et en faisant connaître sa lutte : Paolo Nadalin, Carcere Giudiziario Militare, 37013 Peschiera del Garda (V.R.), Italie.

Commission antimilitariste de la F.A.I.

ITALIE

Communiqué de la F.A.I.

LA commission antimilitariste de la F.A.I. appuie la mobilisation populaire contre l'état de guerre en Méditerranée, provoqué par l'agression impérialiste des Etats-Unis contre la population libyenne, gouvernée par un régime fanatique et militariste.

La situation en Méditerranée, ainsi que nous le disons depuis des années, continue à maintenir l'Italie au bord de la guerre, surtout à cause de la présence sur notre territoire des innombrables et incontrôlables installations militaires américaines et de l'O.T.A.N. qui en font en permanence un objectif et une base d'actions guerrières aux développements imprévisibles.

A cela s'ajoute l'irresponsable politique de guerre dont, ces dernières années, le gouvernement Craxi s'est fait le promoteur, installant les missiles américains à Comiso, envoyant des troupes au Liban pour une mission qui est loin d'être de paix, procédant au réarmement et à la restructuration dans le sens d'une meilleure efficacité des forces armées, avec par exemple l'acquisition de systèmes d'armements manifestement offensifs (cf. le porte-avion Garibaldi et le chasseur Tornado).

La commission antimilitariste de la Fédération anarchiste italienne (F.A.I.) invite donc toutes les forces du mouvement opposé à cette politique à agir contre les bases militaires américaines, de l'O.T.A.N. et contre la mobilisation de l'armée italienne ordonnée par le gouvernement, et souhaite en ce qui concerne la mobilisation contre les menaces de guerre que se forme un mouvement aussi incisif et unitaire que possible.

F.A.I.

Luttes en Espagne

Barcelone (Métaux)

Les 195 travailleurs de l'usine d'ascenseurs « Enrique Cardellach y Hno » sont en lutte depuis sept semaines contre la décision patronale de suppression de 60% des emplois. Dans un premier temps, la direction avait licencié dix-huit travailleurs parmi lesquels tous les membres du comité d'entreprise ; la lutte entreprise alors avait permis d'obtenir leur réintégration.

Les grévistes décidés à continuer la lutte jusqu'à l'obtention de la garantie du maintien de tous les postes de travail et du paiement des jours de grève. Ils tentent actuellement d'étendre leur action aux autres usines d'ascenseurs et d'organiser une riposte de tous les travailleurs de Barcelone contre les fermetures d'entreprises.

Port de Barcelone

Trois militants de la C.N.T.-A.I.T. ont été licenciés d'une entreprise de nettoyage. Le port autonome de Barcelone ayant décidé de sous-traiter l'ensemble des travaux de nettoyage auprès d'une nouvelle société, celle-ci refusa de reconnaître l'existence des contrats de travail et bafoua la convention collective du nettoyage.

La C.N.T.-A.I.T. exige la réintégration immédiate de ses trois adhérents à leurs postes de travail et dénonce l'administration du port qui entend se laver les mains de ce qui arrive.

Relations internationales (D'après « Solidaridad Obrera »)

RENCONTRE AVEC BERNARD NOËL ET CLAUDE MARGAT

Qu'est-ce que la littérature ?

A l'heure de l'audiovisuel, de la communication médiatisée... l'écrivain est-il ou non condamné à disparaître ? Bal des mots-dits, des mots images, des mots idées... le livre est-il fond ou forme ? Pouvoir des mots, mots du pouvoir... l'écrivain peut-il échapper à la logique de la marchandise et à celle de la servitude ?

Pour tenter de répondre à ces questions et à bien d'autres encore, la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (métro République), vous invite à rencontrer deux écrivains pas tout à fait comme

les autres : Bernard Noël et Claude Margat ; et à dialoguer avec eux.

Bernard Noël est l'auteur d'innombrables ouvrages parmi lesquels : *Le Château de Cène, La peau et les mots, Le dictionnaire de la Commune, Le sens et la sensure, U.R.S.S., aller-retour...* et tout récemment *Marseille/New York, 1940-1945 : une liaison surréaliste et Fables pour ne pas (1)*. Il est considéré comme l'un des écrivains et des poètes majeurs de ces quinze dernières années.

Claude Margat est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Ce que la langue continue, Toi, tu marcheras devant* en collaboration avec J.-L. Parant. Il codirige la revue *Apsara*. Les Editions Unes publient ses poèmes. Il vient de publier son premier roman *Tous les jours*, chez Flammarion (1).

Cette rencontre aura lieu à la librairie du Monde libertaire le samedi 24 mai, à 16 h. Toujours ce même jour, de 10 h à 12 h, Bernard Noël et Claude Margat seront les invités de Radio-Libertaire.

Art et anarchisme

A LA fin du XIX^e siècle, dans le sillage des symbolistes et des néo-impresionnistes, les avant-gardes artistiques et littéraires étaient massivement engagées au côté de l'anarchisme. Des hommes aussi différents que Bernard Lazare, Octave Mirbeau, P. Quillard, Félix Fénéon, Paul Adam, Léon Deschamps, Laurent Tailhade... flirtèrent tous avec l'anarchisme à un moment où à un autre, et soit firent de vigoureuses professions de foi libertaires soit se montrèrent complaisant à l'égard des idées anarchistes.

Même phénomène du côté des peintres, néo-impresionnistes surtout, et des dessinateurs. Pisaro, Signac, Ibel, Steilein, Luce... offrirent pendant des années leur collaboration bénévole à des journaux comme *Le Père Peinard* ou *les Temps nouveaux*. Tous s'accordaient pour affirmer qu'il ne pouvait y avoir d'art libre dans une société marchande ; que l'artiste y était condamné à la misère ou à l'asservissement et que seule l'éclosion d'une société libertaire pouvait permettre à l'art et aux artistes de s'épanouir.

Bien évidemment, cet intérêt des artistes pour l'anarchisme allait de pair avec l'intérêt des anarchistes pour l'art. C'est ainsi notamment que *La Révolte* publiait chaque semaine un supplément littéraire dans lequel son directeur, Jean Grave (2), reproduisait des textes d'auteurs contemporains et faisait une large place aux jeunes écrivains et poètes de l'époque. C'est ainsi également que dans le Club de l'art social, fondé en 1899, militants anarchistes et artistes se retrouvaient pour

réfléchir sur l'intervention sociale de l'artiste et le rapport de l'art à la révolution. C'est ainsi encore que Fernand Peloutier anima pendant quelques années un Groupe d'art social qui publia une revue du même nom.

A cette époque, le courant passait bien entre les avant-gardes artistiques et littéraires et le mouvement anarchiste. Ils se fréquentaient assidûment, échangeaient des opinions et engageaient des débats sur des questions telles que le rôle révolutionnaire de l'artiste ou les finalités sociales de l'art. Dans les revues d'avant-garde, les artistes cotoyaient les militants anarchistes, publiaient leurs textes, faisaient de la publicité pour les Grave, Kropotkine, Malatesta, Reclus... et autres théoriciens anarchistes du moment.

Au *Mercur de France*, Pierre Quillard, Rémy de Gourmont, Alfred Vilette... ne cachaient pas leurs sympathies libertaires. Dans la *Revue blanche* étaient publiées des études sur Bakounine, Thoreau, Robin, Tolstoï... En 1894, la *Plume* consacrait même un numéro spécial à l'anarchie et, dans la revue *L'Ermitage*, quand fut posée la question « *Quelle est la meilleure condition du bien social* », la majorité des artistes de moins de 35 ans se prononça en faveur de l'anarchie.

Très vite cependant la lune de miel entre les avant-gardes artistiques et l'anarchisme s'effilo-cha au rythme syncopé de l'apparition au firmament de l'espoir de l'étoile rouge du sang et des larmes de la jeune révolution russe, et du lent déclin du mouvement anarchiste. Après

avoir fièrement proclamé, de concert avec les anarchistes, que l'art révolutionnaire ne pouvait s'inscrire dans le processus révolutionnaire que sur la base de sa propre liberté et de sa propre autonomie, les avant-gardes artistiques se rangèrent alors en rangs serrés derrière l'étendard de l'art militant et de l'art au service de la révolution. Et comme la révolution fut confisquée par une idéologie, un parti et un homme, on vit ces avant-gardes s'enfoncer bientôt jusqu'au cou dans la servilité et errer sans âmes dans les steppes glacées du réalisme socialiste.

Triste époque donc que celle de la nuit stalinienne où des générations entières d'écrivains et d'artistes s'humilièrent et se stérilisèrent à jamais et où l'honneur perdu des avant-gardes littéraires et artistiques ne fut sauvé que par quelques individualités comme Panaït Istrati et quelques autres.

Heureusement pour l'art comme pour la révolution, cette période est en train de s'achever. Le socialisme barbelarisé ne fait plus recette, les artistes s'essayent à la liberté retrouvée et le mouvement anarchiste renaissant de ses cendres est en train de remettre lentement la révolution sur les rails de l'espoir.

Aussi, depuis quelques décennies maintenant, on a pu noter un renouveau de l'intérêt de certains écrivains et artistes pour l'anarchisme et de l'anarchisme pour l'art. C'est ainsi que dans les années cinquante, les surréalistes Breton et Peret en tête collaborèrent au *Libertaire*. C'est ainsi également que Camus soutint activement le mouvement libertaire et plus particulièrement le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol. Et c'est ainsi, enfin, qu'avec Radio-Libertaire et tout récemment avec le Théâtre libertaire de Paris des passerelles multiples furent jetées entre l'art et l'anarchisme, entre l'art et la révolution.

Certes ces liens restaurés sont encore ténus et fragiles. Mais nous nous employons à les renforcer sans cesse. En échangeant des points de vue. En dialoguant. En multipliant les rencontres.

La rencontre qui aura lieu samedi 24 mai à Radio-Libertaire et à la librairie du Monde libertaire avec deux écrivains, Claude Margat et Bernard Noël, s'inscrit dans cette démarche. Ces deux écrivains, en effet, qu'il s'agisse de Claude Margat dont la vie témoigne d'un refus permanent des compromissions ou de Bernard Noël

dont l'engagement politique sut toujours garder la tête haute, ont énormément de chose à nous dire sur la manière dont ils conçoivent leur rapport à l'écrit, au social, au politique et à la révolution. Et comme nous avons également des tas de choses à leur dire sur la révolution, le politique, le social et même l'écrit, nul doute que cette rencontre sera pleine et, espérons-le, la première d'une longue série.

J.-M. RAYNAUD

(1) Plusieurs de ces ouvrages sont disponibles à la librairie du Monde libertaire et seront au prochain catalogue à paraître fin mai (N.d.R.).

(2) Jean Grave, « Quarante ans de propagande anarchiste », Flammarion, 106 F, disponible à la librairie du M.L.

Pour rédiger cet article, je me suis largement inspiré du travail effectué par Gaetano Manfredonia dans la thèse de 3^e cycle qu'il a soutenue en 1984 à l'Institut d'études politiques de Paris : « L'Individualisme anarchiste en France de 1880 à 1914 ».

Sur ce thème, on consultera également avec profit l'ouvrage fondamental



de André Rezier, « L'Esthétique anarchiste », paru aux Presses universitaires de France, disponible à la librairie du Monde libertaire.

« Marseille-New York 1940-1945

Une liaison surréaliste »
de Bernard Noël

EN 1940, Marseille est quasiment le seul grand port libre français. L'une des dernières passerelles fragiles permettant de fuir la barbarie fasciste déferlant sur l'Europe. L'un des catalyseurs, donc, de tout ce que le vieux continent compte d'antifascistes, d'antnazis, de juifs et de non « dans la ligne de l'ordre nouveau » qui s'installe.

Les surréalistes, André Breton en tête, y feront escale. Là, en attendant de partir pour le Nouveau Monde, ils vont travailler. Breton écrira *Fata Morgana* et *L'Anthologie de l'humour noir*. Ils feront des collages ; inventeront un « nouveau jeu de Marseille », jeu de tarots peints aux symboles du rêve, de la révolution ; se rencontreront à la coopérative ouvrière de Croquefruit ; seront arrêtés en décembre 1940 lors de la venue de Pétain... et s'embarqueront en 1941 en direction de l'Amérique, avec Claude Levi-Strauss, Victor Serge, des républicains espagnols et combien d'autres « déviantes » encore.

Aux Etats-Unis, ils continueront à travailler : Breton fondera la revue *Triple V*, ils continueront à lutter... en parlant aux Français sur les ondes de La Voix de l'Amérique, en organisant une association d'aide aux prisonniers.

Dans ce beau livre, Bernard Noël nous conte tout cela. Avec précision. Rigueur. Mais également sans complaisance. Et, c'est passionnant. L'histoire littéraire française de la Seconde Guerre mondiale reste en effet mal connue. Et ce n'est pas un hasard.

Aussi, quand « un ouvrage — intelligemment centré sur un seul aspect de la question qu'il épuise — paraît » (1), c'est un événement qu'il convient de saluer ; comme il convient de saluer celui qui en fut l'artisan, Bernard Noël (2), dont nous avions pu il y a quelques années apprécier son *Dictionnaire de la Commune* (3).

J.-M. R

(1) Claire Paulban in « Le Monde », 5-6 avril 1986.
(2) Bernard Noël, « Marseille-New York, 1940-1945 : une liaison surréaliste », Editions André-Dimanche, en vente à la librairie du M.L., 380 F.
(3) Bernard Noël, « Dictionnaire de la Commune », éditions Flammarion, collection Champs, disponible à la librairie du M.L., 25 F.

« Toi, tu marcheras devant »

de Cl. Margat et J.-L. Parant

DEUX auteurs décident de se rencontrer afin de confronter leurs pensées à ce temps et cela fait un entretien, puis un livre, ou plutôt un trou ; un trou par où va s'engouffrer tout ce à quoi cette époque s'attache pour justifier l'absurde et monstrueuse destruction de la terre.

C'est un livre de la nuit contre le jour. De l'attente contre la hâte, de la pensée contre l'abrutissement.

Deux pensées, deux regards, deux manières d'aborder la réalité totalement différentes et cependant étonnamment complémentaires.

Deux manières de percer l'illusion pour faire face à l'essentiel : la vie.

J.-M. R.

Claude Margat et J.-L. Parant, « Toi, tu marcheras devant », Editions Apsara, en vente à la librairie du M.L., 85 F (et par correspondance à « Apsara », 15, rue Saint-Germain, 86000 Poitiers).

« Pour entrer dans l'an 2000 » de Fernand Cortez

Ce livre (1) n'est pas, comme son titre pourrait le faire croire, un traité d'économie ou une étude sur de nouvelles techniques mais un plaidoyer passionné pour une éducation raisonnée et raisonnable des enfants, les enfants « ordinaires » et ceux qui « posent des problèmes ».

On l'aura compris, l'auteur n'est non seulement pas satisfait de la façon dont l'enseignement, l'éducation ont été et sont encore dispensés, mais il est aussi indigné par les manipulations dont son victimes les jeunes depuis quelques années, surtout ceux « à problèmes », en raison de l'application sans discernement de théories plus ou moins extravagantes qui ont brouillé le jugement d'une grande partie de ceux qui ont la charge d'éduquer les enfants.

Il n'est pas certain que les opinions émises par l'auteur, qui n'est pas anarchiste mais qui aime citer son « *vieil anar de père* », enthousiasmeront tous nos camarades. Elles susciteront cependant de vives controverses dans le milieu des enseignants et des éducateurs, ailleurs aussi !

Fernand Cortez sait de quoi il parle. Homme de terrain, il a vécu depuis quarante-cinq ans avec des enfants en difficulté ; membre du petit groupe fondateur de l'institut médico-pédagogique La Mayotte, en 1944, il en fut le directeur jusqu'en 1974. Cet institut est géré par la Mutuelle nationale de la presse et du livre, il accueille deux cents enfants présentant des troubles du comportement et est situé à Montlignon (Val-d'Oise) en bordure de la forêt de Montmorency.

Le pragmatisme de l'auteur, précieux pour le bon exercice de son métier d'éducateur, ne l'a pas empêché d'apprécier et d'utiliser les travaux de ceux qui ont traité sérieusement de l'éducation des enfants « ordinaires

» et des « inadaptés ». Mais ce n'est pas un passésiste ni un conformiste, j'entends par là qu'il ne trouve pas que tout était bon « dans le temps » ni qu'il faille béer d'admiration devant chaque théorie nouvelle prétendant apporter la panacée pour résoudre les difficultés rencontrées par les jeunes dans notre société.

Résumer un ouvrage tel que celui-ci demanderait beaucoup de place. Ci-après quelques réflexions de l'auteur extraites de son livre donneront une idée de ses opinions sur la matière. J'ajouterai seulement que s'il fallait présenter en une phrase l'esprit du livre ce serait : « *Pitié pour l'enfant !* »

Sur la propriété : La clôture est le symbole de la propriété. Proudhon a écrit « *La propriété c'est le vol* » ; cet anarchiste voulait dire que posséder quelque chose c'est en avoir privé les autres. Je préfère avancer : la propriété a engendré le vol. Elle a fait apparaître deux classes : ceux qui sont dans l'enclos, les natis, et ceux qui sont à l'extérieur, les démunis.

Sur la culture : Ce qu'on appelle communément « culture », c'est une somme de connaissances qu'à un moment donné de l'histoire la classe dominante a estimé nécessaire de savoir, écrasant de son mépris ceux qui, n'en ayant eu ni le loisir ni les moyens, n'ont pu l'acquérir... Si, au contraire, on appelle culture l'ensemble des choses qu'il faut savoir pour figurer dignement dans son groupe, alors le peuple a une culture aussi subtile, aussi longue à acquérir et à assimiler que les textes de Boileau et de Kant...

Sur l'école : L'école n'est pas un stade d'entraînement olympique où seul le premier arrivé est digne d'estime. C'est une salle de « culture mentale » où chaque athlète doit parvenir au

meilleur de lui-même... Nous sommes encore bien encombrés de cette maladie qu'est l'érudition, qui ne repose sur rien, sinon sur la mémoire, alors que l'important, c'est l'aptitude à comprendre, à analyser, à établir des corrélations... La justice, c'est de donner à chacun le maximum des moyens et des chances. Ce n'est pas d'exiger que tous les jeunes avancent ensemble au même rythme et sur la même ligne, sous prétexte d'égalité... Chaque enfant ne sera apprécié que vis-à-vis de lui-même. Il ya déjà longtemps, cinquante ans, que des instituteurs du mouvement Freinet ont inventé et pratiqué la méthode du fichier et de l'auto-correction... Rien ne peut naître de rien. Même Mozart a appris le solfège et l'harmonie.

Sur l'éducation : Je crois à l'éducation, mais pas à la rééducation. Je crois qu'un enfant peut apprendre à se conduire au mieux de ses moyens, au mieux des dispositions de la société dans laquelle il est né. Je ne crois pas qu'une intervention extérieure, même assortie de la peur, sous les formes qu'on voudra lui donner, a jamais réformé quiconque. Retirer à quelqu'un ses convictions, sa morale et sa loi, c'est le détruire, et ce n'est pas une excuse, ni surtout une solution positive, que de mener cette action pour introduire nos règles dans ce vide. Au plus cette violence fait baisser la tête, courber l'échine, mais ne change pas la nature de la personne. Elle se redressera dès qu'elle le pourra. Il n'y a pas de bonne morale, il y a la nôtre et la leur, et la morale ne s'impose pas.

ANDRÉ DEVRIENDT

(1) « Pour entrer dans l'an 2000 », de Fernand Cortez, docteur en psychologie. Edition A.C.T.I.F. (1985), 217, avenue du Père-Soulas, 34000 Montpellier. 278 pages. 120 F.



Programme de Radio-Libertaire

Judi 22 mai

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Furry Lewis et Mississippi Joh Hurt.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : le journaliste Mark Ker-jean (suite).

Vendredi 23 mai

« Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, infos et musique...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : quelques pages du « Livre des Merveilles ».
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : Nathalie Leblanc explique sur Radio-Libertaire pourquoi elle a écrit le livre « Psychiatrie, pour quoi faire ? ».

Samedi 24 mai

« Chronique syndicale » (12 h à 14 h) : les syndicats réformistes face à la droite.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : voix blanche, barbe grise, humour noir... avec Jean-Claude Deret.

Lundi 26 mai

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : calculs biliaires et rénaux.

~~CRI RATURE~~
~~CRI RATURE~~
~~CRI RATURE~~
CRI RATURE

« CRI-RATURE » : un disque pas comme les autres réalisé par une bande de copains autour et avec Antonio Tamayo, alias Théophile. Dans les textes des douze chansons de ce disque, Théophile file des mots de laine et de chanvre brut pour des tapis volants au-delà de la haine et de la connerie.

Théophile enfile aussi des mots en chapelets de dynamite pour faire sauter tous les poncifs des morales, des petits bonheurs mesquins, des certitudes idiotes et des confort douillet.

Les musiques et les voix de Claude Antonini, Gilles Elbaz, Gémème, Jacques Barthès, Gilles Servat, etc., s'adaptent parfaitement à ces paroles d'amitié, d'amour, de convivialité, d'humour noir et de dérision.

C'est un disque tendre et tonique en vente à la librairie du Monde libertaire (70 F).

G.L.

CINÉMA

« Zone rouge »

THREE Mile Island, Seveso, Bophal, Tchernobyl... et d'autres qui ne font donc dans la dénonciation qu'un entrefilet dans la presse régionale ou bien alors qui seront étouffés dans l'intérêt des multinationales. Comme quoi la réalité dépasse souvent la fiction.

« Zone rouge », long métrage de Robert Enrico relate donc une catastrophe liée à un transport de matières très dangereuses qui, à cause d'une légère défaillance humaine, va entraîner dans l'horreur l'ensemble d'un petit village du Rhône. Mais outre ce fait divers, le film démontre les mécanismes de falsification qui vont essayer de faire de cette catastrophe chimique un simple et banal accident routier. L'intérêt de ce film est donc dans la dénonciation d'une information si souvent truquée pour que la population ne s'affole pas et ne se retourne pas contre ces profiteurs de l'apocalypse.

Sur un scénario d'Alain Scoff, la mise en scène est évidemment efficace et les deux interprètes de cette tragédie : Richard Anconina, d'abord vautour puis ensuite proie, et Sabine Azema, la survivante acharnée, donnent l'étoffe nécessaire pour que le spectateur reste captivé par ce film sans failles ni invraisemblances.

MAX

Jean-Pierre Pagie antimilitariste et déserteur

JANVIER 1986, Jean-Pierre reçoit son ordre de route. Il s'y attendait. Sympathisant libertaire, il avait bien pensé à l'insoumission ou à l'objection. Mais, doutant que le jeu en vaille la chandelle, il se ravise, espérant « tenir le coup » pendant un an.

Il part donc début février pour Thioville (40^e régiment de transmissions). Et puis plus rien ; plus de nou-

velles, ni à ses parents ni à nous — ses potes — qui, secoués par ce « rapt d'Etat », décidons d'agir et de constituer un groupe de la Fédération anarchiste sur la région de Lens.

Enfin, deux semaines, plus tard, Jean-Pierre nous revient à l'occasion d'une permission dans un état de déprime profonde, fantomatique de stress. Le kaki ?

Overdose !

C'est décidé ! Il est hors de question pour lui de continuer à subir ce lavage de cerveau, un lavage de cerveau qu'il nous dénonce dans ce cri de révolte, à la lumière de sa prise de conscience toute fraîche...

JOSÉ MATTÉI
(Gr. de Lens)

DE tout temps, chefs et sorciers, proxénètes et vaudoux, féodaux de tout poil, se sont servis de l'argument de « protection » pour étendre leur exploitation sur de doux naïfs. Comme le disait Proudhon : « *Personnalité humaine ! Se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans cette abjection* ».

De pacifiste au départ — croyant que l'armée était « seulement » l'école du crime —, je suis devenu antimilitariste et déserteur parce que j'ai pris conscience qu'elle est aussi celle de la soumission, reproduisant les mécanismes hiérarchiques de la société, en se servant de l'appareil « bon droit » et du prétexte de la Défense nationale pour créer chez l'individu un réflexe conditionné de soumission, pour qu'il arrive dans l'entreprise et dans

sa vie quotidienne, habitué à obéir, sans plus un sursaut de dignité.

Après mon « stage » de deux semaines dans leur caserne, je peux affirmer que toutes les méthodes sont bonnes pour généraliser la soumission par la « castration » de la personnalité. De la coupe réglementaire à la propagande patriotique, en passant par le caractère impersonnel du vêtement, l'armée n'est pas seulement ce que la Commune de Paris, Kronstadt, Budapest (et j'en passe) ont montré d'elle — c'est-à-dire le bourreau du peuple —, elle est aussi son maître « à ne pas penser ».

A ce jour, je refuse donc la soumission de l'individu à l'armée, une soumission dont le but est d'offrir son existence à une idéologie destructrice. En résumé, j'ai préféré prendre le

risque d'encourir la répression plutôt que de perdre ma personnalité, et être amené ainsi à collaborer à ce que j'ai toujours trouvé absurde : la vie végétative à l'ombre des drapeaux !

Bien sûr, dans la société où nous vivons, des procédés de défense s'imposent au niveau des groupes, mais seulement de défense. C'est-à-dire qu'aucun argument du genre « *Ne pas avancer, c'est reculer* » (général de Gaulle), toujours prétexte à la conquête, ne soit envisageable. De plus, relativement à des expériences déjà menées au cours de ce siècle, la défense peut-être envisagée dans un libre consentement de discipline. Ainsi, nul ne pourrait être amené par contrainte physique ou morale à défendre des valeurs, mêmes libertaires, s'il ne les partage pas. Si la « chose militaire » était ce qu'elle pré-

tend être depuis des siècles — c'est-à-dire la garantie de la vie des individus (et maintenant de leur prétendue liberté !) —, alors il serait possible et non absurde de laisser la défense aux mains du peuple et réellement aux mains du peuple. Dans cet ordre de chose, la défense me serait crédible, débarrassée de ses perspectives de soumission.

Toutefois, ne m'expliquant pas les brimades dont je fus l'objet, j'en conclus que l'armée n'est pas actuellement seulement tournée vers la défense. Sinon, pourquoi vouloir priver l'individu de son jugement ? D'abord, comme je l'ai déjà expliqué, pour lui apprendre à se soumettre dans la société ; ensuite, pour pouvoir s'en servir comme d'un instrument offensif. Dans les deux cas, par souci de dignité et par refus d'agresser, me considérant d'abord être humain et citoyen du monde avant que Français, je me refuse à cautionner ce qui a toujours fait de l'humanité un charnier.

JEAN-PIERRE PAGIE
(Déserteur)



Soutien, mode d'emploi

Conscient de la nécessité d'une lutte antimilitariste, Jean-Pierre veut assumer pleinement sa désertion. Actuellement en cavale, il se rendra aux autorités fin septembre et entamera une grève de la faim à cette occasion.

Une demande de statut d'objecteur de conscience a d'ores et déjà été faite. Cette demande a bien sûr été refusée, le délai légal de dépôt étant largement dépassé. Bref, Jean-Pierre a besoin de vous dès aujourd'hui. Des comités de soutien sont en formation dans toute la région du Nord, du Pas-de-Calais et de la Picardie.

Pour toute information, message de solidarité, aide financière ou pétition, on peut contacter le comité de soutien de Lille en écrivant à l'adresse suivante : Fédération anarchiste, B.P. 4, Villeneuve-d'Ascq cedex.

GR. DE LILLE

UNIVERSITÉS

Les rats montrent les dents !

« **A**UJOURD'HUI, le gauchisme est moribond. Partout nos idées progressent... Dans les universités comme ailleurs... il est grand temps pour nous de relever la tête ! » Joignant le geste à la parole, un commando d'une trentaine de nationalistes est descendu sur le campus de Nanterre le 6 mai au matin.

Après avoir placé une équipe de dix personnes devant le bâtiment de Lettres afin de parer à toute riposte de ce côté, les vingt autres fascistes ont envahi les bâtiments de Droit et d'Economie. Ils bombèrent les murs des sigles désormais bien connus du G.U.D. (1), de la F.E.N. (2) et d'un tout nouveau Renouveau de la jeunesse nationaliste, ponctués de tridents et de croix celtiques.

Dans le même temps, ils distribuaient des tracts rappelant la « *résistance courageuse* » de leurs militants contre la « *meute des furoncles marxistes de tout poil, des sionistes et même... des giscardiens, le 15 décembre 1980, sur ce même campus* ». Ils con-

cluaient en appelant à l'« *offensive nationaliste* ». Un quart d'heure plus tard, craignant plus une intervention policière qu'une improbable riposte étudiante, ils regagnaient le R.E.R. La faculté de Censier reçut leur visite un jour plus tard, dans les mêmes conditions.

On a pu croire tout d'abord à une nouvelle irruption de Jeune Garde et du M.N.R. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) sur la scène universitaire. Il s'agit en réalité d'une probable scission de Jeune Garde provoquée par des activistes que dérange la politique d'ordre et de respectabilité que veut se donner désormais le M.N.R., avant de se lancer dans l'arène électorale. Le Renouveau de la jeunesse nationaliste (R.J.N.) veut sans doute relancer l'idée d'« *agitation révolutionnaire* » préconisée par le P.F.N. (3).

Toutefois les idées et amitiés demeurent les mêmes, comme on a pu s'en rendre compte le 11 mai, lors du défilé traditionnel de la fête de Jeanne

d'Arc : tandis que les soixante militants du G.U.D.-Jeune Garde défilaient d'un pas martial et en bon ordre derrière leur banderole, une vingtaine de membres du R.J.N. les ont rejoints, de Concorde à la place des Pyramides. Ils applaudirent de concert au discours de Bertrand Burgalat, puis se dispersèrent ensemble.

Il est d'ailleurs probable que des membres de Jeune Garde aient attaqué Nanterre et Censier aux côtés du R.J.N. On peut supposer que s'ils lançaient une action ensemble, ils pourraient disposer d'une centaine de militants. Vu enfin l'état d'esprit des étudiants et l'absence de riposte, on peut s'attendre à ce que ce type d'action se multiplie dans les semaines à venir.

ERIC (Nanterre)

(1) Groupe Union Défense, officiellement dissous, il est bon de le rappeler.
(2) Fédération des étudiants nationalistes.
(3) Parti des forces nouvelles, in « Cahiers nationalistes » n°1, septembre 1982.

le monde libertaire

(ISSN 0026-9433)

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

DOSSIER ESPAGNE 36

hebdobdo
ESPAGNE 36

Aspects de la révolution

DURANT trois week-ends consécutifs, du samedi 31 mai au dimanche 15 juin, des expositions, des projections, des débats... Une évocation des événements qui secouèrent l'Espagne et dont la portée et la richesse constituent des enseignements irremplaçables pour tous ceux qui luttent aujourd'hui.

Quand on évoque l'Espagne entre 1936 et 1939, la première image qui vient à l'esprit est celle d'une terrible guerre civile. Au cœur de ce conflit préliminaire à la Seconde Guerre mondiale, se réalisa pourtant une extraordinaire révolution sociale dont bien peu d'ouvrages ont rendu compte. Ce sont les réalisations de ces millions de femmes et d'hommes, et qui furent systématiquement occultées par l'Histoire officielle, dont nous voulons restituer l'originalité et la richesse.

• Samedi 31 mai, 14 h, Bourse du Travail : l'Europe à la veille de la révolution espagnole ; l'Espagne en 1936 ; la dimension internationale de la révolution.

• Dimanche 1^{er} juin, 10 h, au 33, rue des Vignoles : le congrès de Saragosse. [Parmi les intervenants à ces deux journées : G. Manfredonia (F.A.), G. Di Lembo, S. Basson (F.A.), Aimé Marcellan (C.N.T.), D. Girelli (volontaire italien en Espagne), G. Balkanski (U.A.B.), J. Munoz Congost (C.N.T.).]

• Vendredi 6 juin, 20 h, Bourse du Travail : les femmes et la révolution espagnole (« Femmes libres »).

• Samedi 7 juin, 14 h, Bourse du Travail : les collectivisations et l'œuvre révolutionnaire.

• Dimanche 8 juin, 15 h, 33, rue des Vignoles : les collectivités et la société anarchiste. [Parmi les intervenants à ces trois journées : F. Mintz, A. Dobœuf (C.N.T.), R. Bosdeveix (F.A.), A. Dutilheul (F.A.).]

• Samedi 14 juin, 14 h, Bourse du Travail : pouvoir et révolution, les journées de mai 37, l'exil.

• Dimanche 15 juin, 15 h, 33, rue des Vignoles : résistance et reconstruction. [Parmi les intervenants à ces deux journées : L. Stein, J.-M. Raynaud (F.A.), A. Sauvage (F.A.).]

Le comité de rédaction

A la veille de la révolution

AU début de l'année 1936, la situation internationale est partout lourde de menaces et se dégrade rapidement. Sur le plan économique et social, la crise de 1929 n'a pas encore été résorbée. Certes des signes de reprise se manifestent ici ou là, mais dans des pays comme la France, là où la crise s'est manifestée plus tardivement, les activités sont loin d'être rétablies et les queues devant les soupes populaires sont toujours une triste réalité.

La marche du fascisme dans le monde

Mais que dire alors de la situation politique ? Depuis la poussée révolutionnaire de l'après-guerre et la victoire de la révolution russe, partout la réaction a repris le dessus, accablant le prolétariat à une situation défensive quand celui-ci n'est pas brisé par la force.

La liste des régimes fascistes ou fascisants des années trente est impressionnante. Dans l'espace d'une quinzaine d'années, la « marche du fascisme dans le monde », selon une expression de Luigi Fabbri, n'a fait que s'élargir. Circonscrit au départ à la seule Italie, le fascisme avait pu pendant un moment illusionner sur sa nature les révolutionnaires eux-mêmes et laisser croire qu'il s'agissait d'un phénomène limité et localisé à des pays aux institutions « fragiles » telle justement l'Italie de l'après-guerre. Hélas !, il faudra vite se rendre à l'évidence devant la déroute des régimes libéraux et démocratiques.

Incapable de faire face à la poussée révolutionnaire des travailleurs, la bourgeoisie se

servira des troupes fascistes comme d'un moyen d'action extra-légal pour mener à bien une réaction que les appareils répressifs de l'Etat n'étaient plus en mesure d'accomplir tout seul. Mais le fascisme n'était pas que cela. Loin de se révéler un phénomène transitoire, il donna la preuve qu'il savait non seulement prendre le pouvoir mais aussi le garder, en imposant à tout et à tous sa logique de domination totalitaire.

« Le capitalisme, comme le soulignait Fabbri, qui à ses débuts avait eu besoin d'une certaine liberté pour son développement (...), arrivé à l'apogée de sa puissance... ressent le besoin opposé de limiter ou de supprimer ces mêmes libertés préconisées par le passé. »
« La guerre du fascisme contre la liberté, en conclut-il, n'est plus seulement comme à ses débuts résistance à la future révolution sociale du prolétariat, mais carrément guerre à la modernité, la négation de toutes les révolutions passées, une lutte féroce contre les conquêtes réalisées par les peuples en un siècle ou deux d'efforts inouïs. »

La nature « totalitaire » du fascisme ne pouvait être mieux saisie, cependant confronté à ce nouveau type de répression, le mouvement ouvrier aura du mal à prendre conscience du danger et les défaites s'accumuleront aux défaites. Méconnaissance de la « nouveauté » du phénomène, tendance à sous-estimer son ennemi, mais aussi division de la classe ouvrière écartelée entre l'œuvre bornée et sectaire des partis communistes et les trahisons répétées des forces social-démocrates. Qu'il s'agisse de l'Italie ou de l'Allemagne, dans les deux cas la

division des travailleurs et la poursuite de stratégies imbéciles par les politiciens de gauche avaient grandement ouvert les portes au fascisme.

La guerre revient

La victoire de Hitler en Allemagne marque à cet égard un tournant car elle va ouvrir définitivement les yeux à ceux qui s'illusionnaient encore sur la réalité de la menace fasciste pour des pays comme la France ; elle révèle à tout le monde les dangers pressants et existants pour la paix en Europe et dans le monde.

La guerre, fruit de l'agressivité fasciste certes, mais surtout de l'exacerbation des contradictions entre Etats impérialistes, redevenait d'actualité. Dans ces conditions, continuer à faire confiance aux régimes démocratiques pour s'opposer au fascisme, soit — pire encore — tomber dans le piège de l'« union sacrée » des forces libérales prêtes à marcher pour une guerre préventive contre l'Allemagne ou l'Italie, ne pouvait être qu'une stratégie suicidaire pour la classe ouvrière. Le naufrage de la Société des Nations face aux visées du colonialisme mussolinien sur l'Ethiopie avait rendu manifeste en tout cas le refus et l'incapacité de la part des démocraties européennes de contrer en quoi que ce soit le fascisme, à condition que celui-ci ne s'attaque pas directement à ses intérêts directs.

De cela se rendaient parfaitement compte les militants libertaires qui en France notamment, à partir de 1934, mènent une vaste campagne de mobilisation populaire en refusant de dissocier la lutte contre le fascisme de la lutte

contre les causes de guerre. Mais devant les dangers conjugués, la marge de manœuvre dont pouvait disposer les compagnons était des plus étroites. Marginalisés, isolés sur l'échiquier politique, ils furent souvent le sujet privilégié de la réaction fasciste, bolchevique ou « démocratique » qui les frappait durement un peu partout dans le monde.

Front populaire ou révolution sociale

En 1936 cependant le prolétariat mondial n'est pas encore vaincu partout et n'a pas encore dit son dernier mot car cette année voit aussi une réunion de luttes et d'espérance pour le mouvement ouvrier. La lutte n'est pas morte et est même vivace autant en France qu'en Espagne, mais elle se ressent du malaise dans lequel le mouvement ouvrier se trouve pour riposter efficacement.

En France, face à la tentative fasciste du 6 février et à l'essor des Ligues, un puissant mouvement de riposte unitaire se dégage pour barrer la route au fascisme. En Espagne, pendant toute l'histoire de la Deuxième République, même aux moments les plus durs de 1934 et 1935, les militants anarchistes et les ouvriers organisés dans la C.N.T. ne cesseront d'impulser le combat ou de déclencher des mouvements à caractère insurrectionnel.

La victoire électorale des partis de gauche en Espagne comme en France au cours des premiers mois de 1936, en dehors de toute autre considération, indique clairement la volonté et la détermination dont les travailleurs faisaient preuve. Mais la réalisation de Fronts populaires, sous la direction des socialistes et des

communistes, ne pouvait cependant en aucune manière — et les faits ultérieurs le prouveront amplement — constituer une riposte efficace aussi bien envers les menaces fascistes que contre les dangers de guerre. « Alliance politique » de partis en vue de la réalisation d'un programme minimum de gouvernement, ils vont constituer plutôt une tentative de canaliser la lame de fond unitaire vers des objectifs politiques et détourner les masses de la révolution sociale.

Seule l'action directe des travailleurs pouvait débloquer la situation comme le montreront les grèves sur le tas en France de juin 36, mais surtout le soulèvement populaire en Espagne comme riposte au coup d'Etat fasciste. Vu sous cet angle, l'épisode de la révolution espagnole peut-être envisagé en quelque sorte comme la bataille de la dernière chance pour sauver l'Europe et le monde d'un conflit dont le seul grand perdant sera le prolétariat.

Son enjeu dépassa donc largement, dès le départ la seule situation ibérique et, d'ailleurs, les gouvernements tant « démocratiques » que « fascistes » ne s'y tromperont pas en faisant de celle-ci le premier banc d'essai des affrontements à venir. Tout comme les « révolutionnaires » qui vinrent apporter leur soutien « actif » à la cause des travailleurs espagnols. La guerre d'Espagne ne saurait être en aucun cas appréhendée comme une lutte pour ou contre le fascisme, mais bien comme la dernière tentative pour le prolétariat révolutionnaire de s'opposer à la réaction en faisant la révolution sociale.

GAETANO MANFREDONIA

L'autogestion révolutionnaire

Je ne sais pas si en Aragon on peut ou pas implanter le communisme libertaire. Je ne sais pas si le moment est venu d'en finir avec tous les vestiges du système antérieur et caduc. Ce que je sais c'est que dans tout le Haut et le Bas Aragon, volontairement, unanimement, on organise la vie en communauté avec la plus grande liberté possible. Et cela sans parler du tout de communisme libertaire.

Julian Floristan (1)

On ne comprend rien à la guerre civile espagnole si on ne tient pas compte de la soif, du désir de mettre fin à l'exploitation sociale en édifiant une autre société. L'Espagne, tout en ayant des régions très industrialisées, avait 50% de la population employée dans l'agriculture, un fort analphabétisme et subissait le contre-coup de la crise de 1929 avec un million de chômeurs pendant l'été 1936.

Des luttes préliminaires...

A la différence des autres pays européens, où les politiciens dominaient le mouvement ouvrier, en Espagne le syndicalisme exerçait un poids très fort, qui se divisait assez également nationalement, mais avec de fortes disparités régionales, entre les anarcho-syndicalistes et les socialistes. A la différence également des autres mouvements anarcho-syndicalistes, on distinguait en Espagne des noyaux installés depuis plusieurs générations (1880-1936), dont le militantisme ne se limitait nullement aux seules périodes « chaudes » et qui offrait aux travailleurs une contestation totale de la société catholico-capitaliste. Cela allait des pré-noms (Luz, Acracia, Germinal, etc.) à la médecine, la sexualité (avec la contraception), le féminisme, l'éducation (les écoles de type Ferrer des syndicats) jusqu'au syndicalisme, dont le but est le « *communisme anarchiste* » (congrès de 1919).

L'instauration de la République en 1931, avec sa constitution démocratique (« *L'Espagne est une République démocratique de travailleurs de toute classe, et s'organise dans un régime de Liberté et de Justice* ») avait stimulé les revendications. Mais les gouvernements de centre-gauche, puis de droite et enfin encore de centre-gauche n'avaient que freiné ou bloqué les aspirations des travailleurs, en utilisant les forces de répression. Les syndicalistes paysans de l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) socialiste du village de Castilblanco (Extramadura) avaient coupé en morceaux les gardes civils qui leur avaient tiré dessus, en 1932.

Le Parti socialiste et son syndicat, uni à la C.N.T. local, au groupe communiste anti-moscoutaire (futur Parti ouvrier d'unification marxiste, P.O.U.M.) et au parti communiste (quelques dizaines de milliers d'affiliés à l'été 1936, selon ses propres sources), avait lancé aux Asturies un insurrection en octobre 1934. Les anarcho-syndicalistes, pourtant divisés entre eux (de même que les socialistes du reste) avaient tenté de lancer des insurrections pour appliquer le « *communisme libertaire* » en 1932, en janvier 1933 et en décembre de la même année. Pour la première fois, l'action directe, l'insurrection révolutionnaire étaient défendues par toutes les forces syndicales et politiques de « gauche ».

...à la révolution sociale

C'est pourquoi la réaction au putsch militaire fut la révolution sociale et non la défense de la République. Même les militants communistes collectivisaient (Raimat pour le P.O.U.M., des coopératives

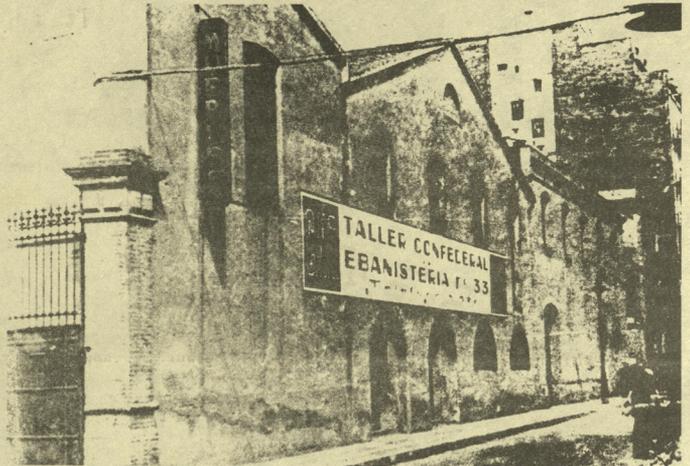
en Castille et en Andalousie pour le P.C.). En Castille, à Ciudad Real et sa province, les militants ugetistes faisaient « *une terrible révolution sociale* » (selon Borkenau, journaliste anglais), de même qu'à Santander et sa région. Rapidement les états-majors communistes et socialistes tentèrent de freiner ces mouvements afin de protéger les petits et grands propriétaires républicains, ce qui avait paraît-il pour but de ne pas se couper de l'aide possible de pays capitalistes, comme la France et la Grande-Bretagne.

Mais l'autogestion des travailleurs n'était nullement la satisfaction d'un idéal superficiel par rapport aux besoins militaires comme les propagandistes bourgeois et communistes le proclamaient au moment où le devoir, la discipline et le sacrifice pour la collectivité étaient le plus nécessaires, les fonctionnaires se cachaient pour la plupart et les rares militaires non fascistes humaient le vent politique le meilleur. Uniquement la force constructive enthousiaste des travailleurs — certains de construire une société pour eux-mêmes — permit de former des milices, de transformer des usines métallurgiques en usines d'armement, ainsi que toute l'infrastructure médicale, alimentaire, etc., nécessaire pour le combat. Quant aux devises indispensables pour acheter des machines, fabriquer des armes, elles vinrent de l'exportation des agrumes réalisée par le collectif de l'U.G.T.-C.N.T., de la région de Valence.

Les collectivisations un vaste mouvement...

Globalement, les chiffres disponibles doivent être interprétés en tenant compte de deux facteurs : 1. Les campagnes politiques d'intimidations et d'agressions contre l'autogestion, ainsi que la mobilisation des hommes qui touchait fortement les collectifs. 2. L'absence des données sur les collectifs de l'U.G.T. (son rôle réformiste actuel fait qu'elle ne publie rien) et les chiffres contradictoires publiés par les républicains qui refusaient de reconnaître de nombreux collectifs C.N.T., mais acceptaient les coopératives communistes, peu efficaces socialement en comparaison.

Andalousie : 300 collectivités et 130 000 travailleurs (plus leur famille, 3 ou 4 per-



sonnes) selon Garrido Gonzalez. Aragon : 450 collectifs et 300 000 habitants. Cantabrique : une centaine de collectifs et 13 000 personnes au minimum (plus leur famille). Catalogne : 350 collectifs agricoles et 80% des ouvriers, 560 000. Centre : 240 collectifs C.N.T. et 23 000 personnes et leurs familles ; autant de collectifs U.G.T. et des collectifs industriels. Extramadura : 30 collectifs de la C.N.T. et de l'U.G.T. Levant : 503 collectifs au minimum, plus l'industrie. Total : 758 000 collectivistes dans l'agriculture et un million huit cent mille dans l'industrie. Leval parlait de trois millions en 1952, puis de « *six, sept, huit millions en 1972* ». Je me réfère qu'à ce que j'ai pu contrôler.

Concrètement, l'autogestion présente de nombreux traits différents : imposition et libre expérimentation, viabilité économique, organisation interne.

...libre et diversifié

L'imposition aurait été totale selon les communistes. Or après leur passage « libérateur » en Aragon, une cinquantaine de collectivités, au moins, se sont reconstituées. On peut constater que la chronologie des collectivités est loin de répondre à une date fixe. Leur composition politique est aussi inégale : C.N.T., C.N.T.-U.G.T., C.N.T.-U.G.T. et un part catalaniste ou le P.O.U.M. La forme économique n'est pas non plus semblable : gestion de l'entreprise, transformation, voire suppression, dans l'industrie ; collectivisation des terres des factieux, apport des biens autogestionnaires et collectivisation des terres des factieux. Der-

nière particularité : on trouve souvent dans le collectif l'ancien patron, l'exploitant des ateliers, des familles de factieux dans les villages. De plus, les paysans individualistes sont libres de continuer à cultiver leur terre (si elle n'est pas démesurée et sans employer de salariés). Toutes ces caractéristiques ruinent la théorie de l'imposition de l'autogestion par la force, même si on peut trouver des cas contraires.

La viabilité économique est nette pour l'unification de deux compagnies de chemins de fer à Barcelone (en quelques jours), ce qui suppose l'organisation nouvelle des horaires, du matériel, du personnel, des pièces, etc. Dans le cas des ateliers de serrurerie, de la charpente, des coiffeurs, les locaux inadaptés furent supprimés et les machines concentrées.

Pour les agrumes, j'ai cité la réalisation de la C.N.T.-U.G.T. qui se fit en quelques semaines en août et septembre 1936 et permit de vendre pour la première et dernière fois les produits espagnols ensemble au meilleur prix du moment. Il faut ajouter que le marché était transformé du fait que l'Allemagne, gros client, refusait d'acheter les produits de l'Espagne « rouge ». On peut ajouter les témoignages de certains propriétaires franquistes retrouvant leurs propriétés mieux gérées en 1939 qu'en 1936 (Azucena, textiles de Sabadel).

Mais je pense que l'aspect le plus intéressant est le refus de la vision « économiste ». Dans une société machiste, ignorant le retraits et la sécurité sociale, les collectifs imposèrent la retraite à 60 ans, la journée de 40 h et moins pour donner du travail aux chômeurs, l'égalité de salaire entre l'homme et la femme, la création de bibliothèque et d'écoles, des mesures de protection sanitaire. En 1982, une ex-collectivité du parti Izquierda Republicana reconnaissait, dans un reportage de *El País*, qu'elle n'avait jamais aussi bien mangé que dans la collectivité de Los Molinos, Teruel. Une thèse sur Cretas, en Aragon, montre aussi que même les ennemis de la collectivité reconnaissent qu'aujourd'hui l'honnêteté des dirigeants et sa réussite économique.

Avec la spontanéité qui préside au collectivisme, l'organisation interne se met en place avec un temps de retard et les organismes de coordination régionaux et nationaux sont apparus fin 1936, début 1937. La plupart des collectifs prétaient une aide volontaire (en nature ou en argent) au front ou avaient accueilli des réfugiés. L'envergure des problèmes qui se posaient faisaient que l'activité économique prenait le pas sur le syndicalisme, aussi bien dans la C.N.T. qu'à l'U.G.T. (souvent « doublée » par une section U.G.T.-1937, c'est-à-dire manipulée par le parti communiste). Autant de problèmes que j'aurai l'occasion de reprendre plus en détail.

FRANK MINTZ

(1) Témoignage de Julian Florestan, du village de Valderrobres (Teruel), 6 septembre 1936, publié dans « *Solidaridad Obrera* » du 9 septembre 1936, p. 3. [Les intertitres sont de la rédaction (N.d.R.).]



Bref voyage au cœur de l'événement

Le 16 février 1936 le cartel des gauches, regroupées autour du manifeste du front populaire, sortit victorieux des élections législatives grâce à la neutralité bienveillante de la C.N.T. qui, contrairement à son habitude, ne fit pas de véritable campagne pour l'abstention.

Il faut dire que la C.N.T. avait 20 000 militants en prison et qu'elle souhaitait les voir bénéficier de l'amnistie promise par le front populaire.

Le front populaire victorieux, ces militants furent effectivement amnistiés et, une fois sortis de prison, ils rejoignirent leurs camarades et contribuèrent à mettre en œuvre un véritable processus de révolution sociale débordant chaque jour un peu plus le pouvoir républicain.

Devant cette « dégradation » du climat social qui voyait se multiplier grèves, manifestations, collectivisations... l'armée réagit, et le 17 juillet se souleva au Maroc, donnant le coup d'envoi à un putsch militaire généralisé. Elle trouva devant elle les travailleurs et leur organisation de classe : la C.N.T. Et le 19 juillet, l'affaire était entendue : à Barcelone, à Madrid, en Aragon, en Andalousie, au Pays basque... l'armée était vaincue. Les travailleurs étaient maîtres de la rue et de tout. Le gouvernement de la République, qui avait refusé de distribuer les armes au peuple, n'existait plus. A tel enseigne que le 20 juillet 1936, des émissaires du gouvernement catalan se rendirent à l'assemblée plénière de la fédération

locale de la C.N.T. et demandaient à rencontrer les vainqueurs pour se mettre à leur service.

Mais les vainqueurs, justement, ne savaient pas trop quoi faire devant cette vacance du pouvoir. D'une part, ils ne voulaient pas prendre le pouvoir et mettre en place une « dictature libertaire » ; d'autre part, ils ne voulaient pas non plus aider l'Etat à se reconstruire en lui apportant la caution d'une participation au gouvernement.

Ainsi le 21 juillet, lors du plenum des fédérations de la C.N.T. catalane, on élaborait une solution batarde. Il fut en effet décidé de créer un comité central des milices regroupant un certain nombre de forces syndicales et politiques pour exercer le pouvoir révolution-

naire. Mais, dans le même temps, il fut également décidé de laisser subsister le gouvernement au motif qu'il pourrait servir de façade par rapport à l'étranger.

Hélas !, trois fois hélas !, cette situation de double pouvoir fut carrément catastrophique pour la révolution sociale. Le comité central des milices éprouva très vite d'énormes difficultés à coordonner les diverses facettes de l'œuvre constructive de la révolution. Chaque organisation syndicale et politique cherchait à se construire une forteresse d'autonomie de toutes sortes, tant et si bien que peu à peu l'Etat en profita pour renaitre progressivement de ses cendres. Un mois et demi après le 19 juillet, un plenum catalan de la C.N.T. décidait, pour

« sauver les meubles », l'entrée des anarchistes... au gouvernement. Catalan, d'abord. Central, ensuite.

L'incroyable était arrivé. Désormais, sous l'aiguillon des communistes et malgré (ou grâce) à la participation des anarchistes au gouvernement, l'Etat n'allait pas cesser de se renforcer au détriment de la révolution sociale.

Fin septembre 1936, le comité des milices était dissous. Le 24 octobre 1936, le gouvernement imposait la militarisation des milices...

De toute évidence, ce harcèlement incessant de la révolution par l'Etat ne pouvait se poursuivre éternellement sans clash.

Et ce fut mai 1937 !

H.C.L.

Par delà le bien et le mal



Le lundi 3 mai 1937, le préfet de police Rodriguez Salas, membre du Parti socialiste unifié catalan (P.S.U.C.), agissant en accord avec Aiguade (conseiller à la sûreté intérieure catalane, membre de l'Esquerra), attaque le central téléphonique de Barcelone avec trois camions de gardes d'assaut.

Cette attaque visait bien sûr à expulser les militants de la C.N.T.-F.A.I. d'une position stratégique qui leur permettait de contrôler et d'écouter toutes les conversations téléphoniques de Barcelone. Mais elle visait également, et surtout, à tater le terrain pour une « reconquête » généralisée par le gouvernement et l'Etat de tous les acquis politiques, militaires et sociaux de la révolution.

Manque de « chance », après s'être emparés du rez-de-chaussée, les gardes d'assaut furent bloqués par une mitrailleuse et ce qui ne devait être qu'une simple opération de police se transforma alors en guerre de tranchées.

Quand ils apprirent la nouvelle de l'attaque, les conseillers cénétistes catalans réagirent avec vigueur. Alors que l'assaut contre le central téléphonique signifiait que la lutte à mort entre l'Etat et la révolution était en train de s'engager, ils demandèrent... la démission de Salas et Aiguade. Ah mais !

Les travailleurs barcelonnais, quant à eux, prirent tout de suite la mesure de l'événement. Ils se mirent instantanément en grève et dressèrent des barricades aux quatre coins de la ville. A la tombée de la nuit, les militants de la C.N.T., de l'U.G.T. et du P.O.U.M. tenaient... 99% de la ville. Ils assiégeaient le gouvernement et les staliniens. En quelques heures, ils pouvaient sans problème militaire particulier s'emparer de Barcelone.

Mais l'offensive ne fut pas déclenchée, les travailleurs se contentèrent d'occuper le terrain et de riposter aux attaques des gouvernementaux.

Le mardi 4 mai, alors que les combats se poursuivaient, les dirigeants de la C.N.T.-F.A.I.

commencèrent à lancer des appels au cessez-le-feu à la radio. Ils expliquaient que la « guerre civile » à l'arrière risquait de déstabiliser la lutte antifasciste et d'offrir la victoire militaire à Franco. Plus que jamais, les forces antifascistes devaient rester unies.

En accord avec L. Caballero, le comité central de la C.N.T. envoya même son secrétaire général (Mariano Vasquez), son ministre de la Justice (G. Olliver) et F. Monseny pour peser sur les événements et accélérer la mise en œuvre du cessez-le-feu. Une solution « politique » était avancée : la mise en place d'un gouvernement provisoire de quatre membres.

Mais rien n'y fit. Les combats se poursuivirent. Le 5 mai, les Amis de Durruti, les trotskistes et quelques autres appelèrent à l'insurrection révolutionnaire et à la création d'une junte. Mais au lieu de cette junte, ce fut le gouvernement provisoire demandé par les leaders cénétistes qui se mit en place. De ce fait les appels au cessez-le-feu émanant de la C.N.T., de l'U.G.T., du P.S.U.C... se firent plus nombreux et plus pressants.

Le 6 mai, les combats se poursuivaient toujours et les Amis de Durruti jouèrent leur va-tout en annonçant la création d'une junte révolutionnaire. Mais, elle n'eut pas le temps de voir le jour. Des gardes d'assaut envoyés par le gouvernement central se rapprochaient de Barcelone et, le 7 mai, ils pénétraient « tranquillement » dans la ville. Dans la nuit, la plupart des combattants

des barricades étaient rentrés chez eux, exhortés en cela par leurs « dirigeants ».

Le 8 mai, le comité régional de la C.N.T. déclarait : « Le tragique incident qui a mis Bar-

celone en deuil étant fini, le comité régional de la C.N.T. et la fédération locale des syndicats manifestent leur volonté unanime de collaborer avec la plus grande efficacité et loyauté au rétablissement de l'ordre public en Catalogne, finissant avec la période d'activités partisans qui nous a justement mené à la situation insoutenable qui déclencha la tragédie ».

A l'issue d'une semaine sanglante qui fit des centaines de morts et qui aboutit à l'étranglement de la révolution par l'Etat, il s'agissait là d'une déclaration pour le moins « étonnante » !

MAYLIS O'BRIAN

Deux heures moins le quart avant mai 1937

On a beaucoup écrit à propos de mai 1937. Beaucoup accusé, surtout ! Mai 1937 est presque toujours présenté comme un temps fort de la partie de bras de fer qui s'est déroulée entre l'Etat et la révolution. Un temps fort pendant lequel il était possible de renverser la vapeur et de redynamiser une révolution sociale cancérisée par la remontée en puissance de l'Etat. Suffisait pour cela de déclencher l'offensive. Et donc haro sur le baudet qu'il soit la « bureaucratie » cénétiste, les ministres anarchistes « traîtres » ou la participation au gouvernement !

Mais était-il vraiment possible de renverser la vapeur ? N'était-il pas déjà trop tard ? L'affrontement entre la révolution en Catalogne et le gouvernement républicain n'aurait-elle pas débouché sur un effondrement du front et sur la victoire quasi instantanée des troupes fascistes ? Et puis pourquoi les travailleurs n'ont-ils pas suivi les appels à l'insurrection et à l'offensive des Amis de Durruti ?

La perspective d'avoir à se farcir une junte révolutionnaire, dont il reste à démontrer qu'elle aurait été moins

bureaucratique, autoritaire... que ceux qu'elle dénonçait et dans le programme de laquelle figuraient la syndicalisation forcée, le travail obligatoire..., n'était-elle pas de nature à freiner les ardeurs révolutionnaires des masses catalanes ?

Et puis, pourquoi y a-t-il eut des ministres anarchistes ? Pourquoi fut-il décidé d'entrer au gouvernement pour « sauver les meubles » en août 1936 ? Pourquoi, le 21 juillet 1936, décida-t-on de créer le comité central des milices tout en laissant subsister le gouvernement et l'Etat ? Et pourquoi le 19 juillet, alors que l'Etat n'existait plus et que le peuple en armes était maître de la rue et de l'économie, n'a-t-on pas profité de la situation pour embraser le pays aux cent mille soleils de la révolution et de l'autogestion généralisée ? Et pourquoi, alors que l'on savait que le soulèvement militaire allait démarrer au Maroc n'a-t-on pas utilisé l'arme incomparable de la décolonisation révolutionnaire ? Et pourquoi, et pourquoi...

Comme on le voit, dès lors que l'on quitte la plage des dénonciations et du « y'avait

qu'à... », pour aborder les espaces infinis mais inconnus du pourquoi, mai 1937 prend une toute autre dimension à nos yeux. Car on le pressent très fort, le fond du problème se situe quelque part dans la difficulté du mouvement anarchiste à penser la politique et donc à répondre à la problématique du pouvoir et de son substitut. En 1936, malgré une fantastique capacité à mettre en place des tonnes d'alternatives économiques et sociales, le mouvement anarchiste espagnol s'est trouvé désarmé devant le vide créé par un pouvoir politique exsangue. Il a hésité, tergiversé, coupé la poire en deux... Et dès lors, les ministres comme mai 1937 étaient presque inévitables.

Mais, aujourd'hui, avon-nous vraiment progressé par rapport à nos anciens ? Hors du confort des discours préfabriqués et des slogans, comment pensons-nous le politique ? Le pouvoir ? Le non-pouvoir ? L'autogestion généralisée ? Quel est notre projet ? Qu'est-ce qu'on ferait, si d'aventure, l'histoire nous plaçait devant une situation comparable à celle de 1936 ?

T'as une idée, camarade ?

J.-M. RAYNAUD

CHRONOLOGIE

1910. Création de la Confédération nationale du travail (C.N.T.) à Barcelone.

1911. Premier congrès de la C.N.T. à Barcelone, dans lequel elle déclare la grève générale révolutionnaire face aux événements du Maroc et aux conflits sociaux qui s'étendent dans toute l'Espagne. La répression du gouvernement l'oblige à entrer dans la clandestinité.

1914. La C.N.T. réapparaît publiquement. Elle affirme activement son antimilitarisme internationaliste pendant la Première Guerre mondiale.

1919. Deuxième congrès de la C.N.T. à Madrid qui ratifie le programme anarcho-syndicaliste et établit comme but final de la lutte le communisme anarchiste.

1922. Conférence de Saragosse au cours de laquelle la C.N.T. affirme sa séparation de la III^e Internationale et son adhésion à l'Association internationale des travailleurs.

1923. Coup d'Etat du général Primo de Rivera. Instauration de la dictature. La C.N.T. entre dans la clandestinité. Largo Caballero accepte d'être conseiller d'Etat.

1927. Création de la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.).

1930. Les événements sociaux précipitent l'effondrement de la dictature. La II^e République, composée de sociaux-démocrates et de républicains, est proclamée.

1931. La C.N.T. réapparaît publiquement. La situation économique s'aggrave et le gouvernement exerce une terrible répression.

1933. Insurrections, à l'initiative de la C.N.T., dans toute l'Espagne. Le communisme libertaire est proclamé dans différentes localités. Cipriano Mera et d'autres militants composant le Comité révolutionnaire de Saragosse sont arrêtés. La presse confédérale ainsi que les syndicats sont interdits par le gouvernement.

Janvier 1936. Dissolution des Cortes (parlement).

Février 1936. La F.A.I. organise un plénum à Madrid durant lequel elle met l'accent sur le danger fasciste.

Février 1936. Elections aux Cortes. La C.N.T. n'appelle pas aux urnes mais ne fait pas de campagne abstentionniste. La

libération promise des 30 000 prisonniers politiques, majoritairement anarchistes, est mise en avant.

Victoire du Front populaire. **1^{er} mai.** Congrès extraordinaire de la C.N.T. à Saragosse durant lequel elle redéfinit les principes et finalités de 1919. Elle proclame le communisme libertaire comme seule base de la vie sociale.

Mai-juin. De nombreuses grèves éclatent dans le pays. Toutes sont réprimées par le gouvernement.

Juin. Grève lancée à l'initiative de la C.N.T. dans le secteur du bâtiment à Madrid. Près de cent mille grévistes.

17 juillet. Coup d'Etat du général Francisco Franco au Maroc.

18 juillet. La C.N.T. et l'U.G.T. déclarent la grève générale dans toute l'Espagne. A Barcelone, les militants s'emparent des armes, réquisitionnent les moyens de transport et les principaux édifices publics.

La guerre civile est commencée. L'Espagne se trouve divisée en deux zones. Une partie, essentiellement les régions agraires, est aux mains des nationalistes ; l'autre aux mains de la République.

La C.N.T.-F.A.I., face à la complexité de la situation, tente de diriger les structures politiques dans le sens révolutionnaire ou crée de nouvelles entités représentant l'impulsion révolutionnaire du peuple.

Création d'un Comité central des milices antifascistes de Catalogne. Ce comité organise une colonne de 3 000 militants sous la direction de Durruti pour libérer Saragosse. Une de ces colonnes, nommée « Co-



lonne de Fer » sera constituée presque exclusivement d'anarchistes.

Dès le début de la guerre, le peuple prend en main la vie économique. Dans l'agriculture, les terres sont en grande majorité collectivisées. Il y eut 450 collectivités composées d'environ cinq cent mille membres. Dans l'industrie, les ouvriers pour faire face à la fuite des patrons prennent le contrôle des usines, surtout en Catalogne (région la plus industrialisée d'Espagne). Les comités d'entreprise nommés par les travailleurs en assemblées générales se chargent de la gestion de la production.

4 septembre. Formation du gouvernement avec Largo Caballero. La C.N.T. refuse la proposition de celui-ci de participer au gouvernement. Lors d'une assemblée plénière à Madrid, du 15 au 28 septembre, elle élabore un plan de reconstruction de l'Etat qui se veut un organisme national assurant la direction en matière de défense et de consolidation économique et politique. Le programme économique prévoyait la socialisation des banques, des biens de l'Eglise, de ceux des propriétaires fonciers, de l'industrie et du commerce. Largo Caballero refuse ce programme.

28 septembre. Deuxième assemblée plénière de la C.N.T. durant laquelle fut élaborée un manifeste qui annonçait la constitution du Conseil de la généralité de Catalogne, afin de forcer Largo Caballero à accepter les conceptions de la C.N.T.

Octobre. Après avoir accepté le principe de la non-intervention, début de l'aide militaire soviétique. Le parti communiste, jusque là groupusculaire, va rassembler autour de lui les éléments bourgeois effrayés par la révolution dans le camps républicain, pour devenir le fer de lance de la contre-révolution en Espagne dès que les conditions le permettront.

4 novembre. Devant la nécessité de sauvegarder l'unité antifasciste, la C.N.T. est placée devant l'alternative soit d'agir seule, soit d'accepter de participer au gouvernement. Quatre camarades (Garcia Oliver, Montseny, J. Peiro, J. Lopez) vont ainsi assumer des fonctions de ministres.

2-6 mai 1937. Tentative de putsch communiste à Barcelone auquel répond une insurrection populaire pour défendre les acquis du 19 juillet. Des militants anarchistes comme Berneri et du P.O.U.M. sont tués par les hommes de main de la Tcheka communiste.

Démission du gouvernement Largo Caballero, remplacé par Negrin. La C.N.T. se retire du gouvernement.

Juin. Bilbao tombe aux mains des nationalistes.

août. La contre-révolution bat son plein. Les tueurs de Lis-

La librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) organisera au mois de septembre une série d'animations ayant trait aux enseignements les plus marquants de la révolution espagnole.

ter prennent d'assaut les collectivités agraires d'Aragon. Les terres sont redistribuées aux anciens propriétaires. Plus de 600 militants de la C.N.T. sont détenus.

25 août. Santander tombe aux mains des nationalistes. Libérées par la chute du front nord, les troupes nationalistes se dirigent vers le Levant.

Mars 1938. Chute de la région Aragon. L'avancée nationaliste, avec la conquête du port de Vinaroz, coupe la Catalogne du reste de l'Espagne républicaine.

Face à la gravité de la situation, la C.N.T. décide de participer de nouveau au gouvernement.

Mai. Le gouvernement Negrin fait une déclaration de « fin de guerre » en treize points, à laquelle s'oppose la F.A.I.

Décembre. L'offensive nationaliste se dirige sur Barcelone. **Janvier 1939.** Les forces nationalistes entrent dans Barcelone, entraînant la déroute de la République et avec elle la fin de la guerre.

OLGA (Gr. Sacco-Vanzetti)



Le « Monde libertaire », organe de la Fédération anarchiste, édite un supplément quatre pages consacré à la révolution espagnole dans son numéro du 22 mai. En outre, il consacre deux pages, complétant ce dossier, dans ses numéros du 29 mai, 5 juin et 12 juin, et dont les thèmes abordés chaque semaine présenteront les débats du samedi et du dimanche.

Livres sur l'Espagne en français

Berneri C., <i>Guerre de classes en Espagne</i>	25 F.
Broué, <i>La révolution espagnole</i>	16 F.
Broue-Temine, <i>La révolution et la guerre d'Espagne</i>	158 F.
Borkenau F., <i>Spanish cockpit</i>	80 F.
Collectif, <i>Problèmes contemporains</i>	30 F.
<i>Vous avez la mémoire courte</i>	70 F.
Dossier H, <i>Les écrivains et la guerre d'Espagne</i>	105 F.
Gibson, <i>La mort de Garcia Lorca</i>	25 F.
Groupes autonomes, <i>Appels de la prison de Ségovie</i>	40 F.
Lazarevitch, <i>A travers les révolutions espagnoles</i>	18 F.
Leval G., <i>Espagne libertaire 36-39</i>	60 F.
Mintz F., <i>L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire</i>	70 F.
Nash M., <i>Femmes libres</i>	70 F.
Olivier/Landrau, <i>Espagne : les fossoyeurs de la révolution sociale</i>	25 F.
Orwell G., <i>Hommage à la Catalogne libre</i>	80 F.
Sender, <i>Witt chez les cantonnards</i>	22 F.
Stein L., <i>Par-delà l'exil et la mort</i>	78 F.
Thomas H., <i>La guerre d'Espagne</i>	110 F.

Dans le cadre du Cinquantenaire de la révolution espagnole, Radio Libertaria, sur les ondes de Radio-Libertaire (89.4 MHz), organise de juin à septembre un cycle d'émissions chaque lundi, de 20 h 30 à 22 h 30. Les thèmes abordés au cours du mois de juin seront :

- le 2 juin : le congrès de Saragosse ;
- le 9 juin : hommage à René Lambert, militante et historienne de la révolution espagnole ;
- le 16 juin : la création de la C.N.T. (1910) ;
- le 23 juin : la République espagnole de 1931 à 1936.